

AMÉRIQUE LATINE ?

LA RÉVOLUTION OU EN EST-ELLE ?

Débat public sous la présidence
d'Yves JOUFFA

entre

Claude JULIEN - Josué de CASTRO
Juan ARCOCHA - Mario VARGAS LLOSA

*Bind in
front
cover*

56-57

1965 (No double)

Etr.: 4 Fr

CCES - 29, Rue Descartes, PARIS-5

nombre de corps,

de la société et s'éle-

moment donné dans une cer-

des forces sociales, peuvent, mo-

ce « moment » est fort

trouvent être des contemporains

politique déterminant et exception-

liés rétrogradiés de l'ancienne

Le rôle des forces populaires.

devant un tel la ger,

forces populaires elles-mêmes, les tacti-

Il est bien clair que c'est d'abord

l'opération, puis que l'opéra-

l'opéra-tion nous ne pouvons l-

re d'opéra-tion ne peut être d'un soi-dis-

Le rôle des forces populaires.

une telle p-

elles-mêmes, les tacti-

c'est d'abord

l'opéra-tion au b-

l'opéra-tion nous ne pouvons l-

d'un soi-dis-

signifier le r-

nous-mêmes de

ce garde, cette objection

Coalition d'un progr-

ne s'en pré-d- pas aux s-

Le rôle des forces populaires.

une telle p-

elles-mêmes, les tacti-

c'est d'abord

l'opéra-tion au b-

l'opéra-tion nous ne pouvons l-

d'un soi-dis-

signifier le r-

nous-mêmes de

ce garde, cette objection

Coalition d'un progr-

Le rôle des forces populaires.

une telle p-

elles-mêmes, les tacti-

c'est d'abord

l'opéra-tion au b-

l'opéra-tion nous ne pouvons l-

d'un soi-dis-

signifier le r-

nous-mêmes de

ce garde, cette objection

Coalition d'un progr-

Le rôle des forces populaires.

une telle p-

elles-mêmes, les tacti-

c'est d'abord

l'opéra-tion au b-

l'opéra-tion nous ne pouvons l-

d'un soi-dis-

signifier le r-

nous-mêmes de

ce garde, cette objection

Coalition d'un progr-

Le rôle des forces populaires.

une telle p-

elles-mêmes, les tacti-

c'est d'abord

l'opéra-tion au b-

l'opéra-tion nous ne pouvons l-

d'un soi-dis-

signifier le r-

nous-mêmes de

ce garde, cette objection

Coalition d'un progr-

Le rôle des forces populaires.

une telle p-

elles-mêmes, les tacti-

c'est d'abord

l'opéra-tion au b-

l'opéra-tion nous ne pouvons l-

d'un soi-dis-

signifier le r-

nous-mêmes de

ce garde, cette objection

Coalition d'un progr-

Le rôle des forces populaires.

une telle p-

elles-mêmes, les tacti-

c'est d'abord

l'opéra-tion au b-

l'opéra-tion nous ne pouvons l-

d'un soi-dis-

signifier le r-

nous-mêmes de

ce garde, cette objection

Coalition d'un progr-

Le rôle des forces populaires.

une telle p-

elles-mêmes, les tacti-

c'est d'abord

l'opéra-tion au b-

l'opéra-tion nous ne pouvons l-

d'un soi-dis-

signifier le r-

nous-mêmes de

ce garde, cette objection

Coalition d'un progr-

HN 110.5
A8 J94

INDIANA UNIVERSITY LIBRARY

Les Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes

- No 2 — DE L'EMANCIPATION NATIONALE A LA REVOLUTION SOCIALISTE EN AFRIQUE NOIRE (Th. Munzer). (épuisé).
- No 3-4 — INITIATION AUX PROBLEMES ECONOMIQUES (I. II).
- No 9-10 (M. Rungis).
- No 5-6 — EVOLUTION DES CLASSES SOCIALES EN FRANCE (I. II).
- No 7-8 (Roland Filiatre, M. Rungis, Serge Mallet, Yvan Craipeau.)
- No 11-11 bis — SCIENCE ET MARXISME (J. Langevin, Laurent Schwartz) (édition séparée de J. Langevin, LES CONDITIONS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET LE MARXISME, sous le n° 11, réédition de MARXISME ET PENSEE SCIENTIFIQUE, Laurent Schwartz.)
- No 12 — L'ARMEE ET L'ETAT EN FRANCE (P. Naville).
- No 13-14 — STRUCTURES SOCIALES ET ACTION DE MASSE (A. Hauriou, P. Naville).
- No 15-16 — NOTIONS D'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS (L. Rioux).
- No 17 — PERSPECTIVES POLITIQUES DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS (M. Bridier).
- No 18-19 — SOCIALISME ET PLANIFICATION (E. Descamps, F. Lombard).
- No 20 — IDEOLOGIE ET VERITE (F. Chatelet, H. Lefebvre).
- No 21-22 — PROBLEMES DU SOCIALISME INTERNATIONAL (Lelio Basso).
- No 23-24 — LES TRAVAILLEURS PEUVENT-ILS GERER L'ECONOMIE : (P. Naville, S. Mallet, C. Lefort, P. Mendès-France).
- No 25-26 — SOCIALISME ET PLANIFICATION (G. Ducaroy).
- No 27-29 — UNE POLITIQUE DE REVENUS EST-ELLE POSSIBLE ET SOUHAITABLE ? (G. Mathieu, E. Mandel, M. Gonin, A. Sauvy).
- No 30-31 — UNIFICATION SOCIALISTE OU TECHNOCRATIE AUTORITAIRE (Jean Popere).
- No 32-33 — EVOLUTION DES STRUCTURES DE L'ETAT (Maurice Duverger, Manuel Bridier).
- No 34-35 — MARXISME ET SOCIOLOGIE (E. Morin, Cl. Lefort, P. Naville, S. Mallet).
- No Hors Série — L'ALGERIE QUI SE CHERCHE (D. Guérin) (l'ex. 5,70).
- No 39-41 — INITIATION A LA THEORIE ECONOMIQUE MARXISTE (Ernest Mandel).
- No 42-43 — LES MARXISTES ET LA NOTION DE L'ETAT (H. Lefebvre).
- No 44 — INITIATION AUX PROBLEMES ECONOMIQUES III (M. Rungis).
- No 45-51 — L'INTÉGRATION EUROPÉENNE ET LE MOUVEMENT OUVRIER (colloque international.) (l'ex. 12 F, étr. 15 F)
- No 52-53 — LE DÉBAT SINO-SOVIÉTIQUE (Isaac Deutscher, Jacques-Mansour Verges, Pierre Cot, Lelio Basso).
- No 54-55 — LA PARTICIPATION DES SYNDICATS AUX ORGANISMES OFFICIELS MENACE-T-ELLE LEUR INDÉPENDANCE ? (M. Bridier, A. Hébert, A. Barjonet, L.P. Le Tonturier, M. Gonin, B. Schreiner).

PRIX DU N° 1 à 29

N° simple : France	1,50 F	N° double : France	2,40 F
Etranger ..	2 F	Etranger ..	3 F
N° triple : France 3 F ; Etranger 4 F			

NOUVEAUX TARIFS A PARTIR DU NUMERO 30

N° simple : France	2 F	N° double : France	3 F
Etranger ...	3 F	Etranger ...	4 F
N° triple : France 4 F ; Etranger 5 F			

PRIX ET ABONNEMENT : A chaque numéro des Cahiers correspond un cours, plusieurs cours pouvant être publiés dans une seule brochure (numéros multiples).

Abonnement (par numéro) :	15 numéros :	18 F - Etranger	26 F
	30 numéros :	34 F - >	48 F
	55 numéros :	62 F - >	78 F

Rédaction et Administration :

29, Rue Descartes, Paris-5° - C.C.P. Paris 18.462 71 - Tél. : MED. 55-20

Les Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes

Nos 56-57

Juin 1965

OU EN EST LA RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE LATINE ?

4-17-67
Débat public

SOMMAIRE

Introduction (Yves JOUFFA)	2
Claude JULIEN	5
Mario VARGAS LLOSA	10
Juan ARCOCHA	13
Josué de CASTRO	16
Discussion	23
Situation des Mouvements révolutionnaires en Amérique latine (extrait d'Analyses et Documents)	36

OU EN EST LA RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE LATINE ?

INTRODUCTION

Le Centre d'Etudes Socialistes qui s'est assigné un triple rôle : développement de la culture politique, participation aux travaux de recherche et d'élaboration, confrontations des divers courants de gauche sur les grands problèmes d'actualité, a organisé, vous le savez, d'une part de grands cycles de conférences, ces dernières années, sur le marxisme, sur les problèmes de l'Etat et les problèmes économiques, sur l'histoire du mouvement ouvrier et, d'autre part, de grands débats sur : « la liberté d'information », « Marxisme et Sociologie », « le XXII^e Congrès et la Gauche française », « l'Evolution des structures de l'Etat », les « Travailleurs et la gestion de l'économie », « la politique des revenus » ; celui consacré au « conflit sino-soviétique » qui a été le dernier de nos débats a eu un très grand succès.

Le Centre d'Etudes Socialistes vous convie donc ce soir à un débat sur l'Amérique Latine. Pourquoi le Centre d'Etudes Socialistes a-t-il pensé que le moment de ce débat était venu ? Ce n'est certes pas en raison du voyage du général de Gaulle, encore que son succès populaire soit significatif... mais nous avons pensé qu'il n'était pas douteux que l'éruption du Tiers-Monde sur la scène internationale est un des grands faits et vraisemblablement le grand phénomène de l'après-guerre. Nous assistons à une crise généralisée qui affecte directement la population de la majorité du globe et qui concerne, au premier chef, les humbles, les travailleurs et pas seulement ceux des pays pauvres, mais aussi ceux des pays sous-développés car, outre les problèmes moraux de solidarité, cette crise, à son paroxysme, peut entraîner, je pense que nous en sommes tous conscients, un conflit généralisé sans compter que sur le plan théorique, les socialistes français ont un intérêt primordial à ce débat.

Alors que les nations développées et notamment les pays d'Europe occidentale, s'assoupissent dans un confort relatif, contrairement aux prévisions que faisait, au siècle dernier, Karl Marx, nous voyons les mouvements révolutionnaires se développer dans les pays, disons à l'économie arriérée. Alors ces nations prolétaires du monde latin, comme on les a appelées, pourront-elles réaliser des réformes progressives ou des révolutions violentes

s'imposeront-elles pour résoudre les problèmes des paysans sans terre, c'est-à-dire, la vraie réforme agraire, ceux du prolétariat des bidonvilles par la nationalisation des ressources naturelles et leur exploitation, et aussi la fin de l'hégémonie du capitalisme américain qui contrôle leur économie ? La démocratie est-elle possible dans cette partie du monde, sans recours à la violence, alors que nous constatons les difficultés que rencontrent les gouvernements centristes et je n'ai pas besoin d'insister sur le dernier exemple en date, la chute du gouvernement Goulart, au Brésil.

Voilà les questions auxquelles les orateurs de ce soir vont répondre. (1)

Yves JOUFFA
avocat à la Cour

(1) Ce débat s'est déroulé à Paris le 20 octobre 1964. Si depuis quelques événements tragiques ont ensanglanté certains pays latino-américains, ils n'ont pas modifié les données fondamentales du problème. Ce débat a donc gardé, hélas, toutes son actualité.

Le titre du débat était : « Où va l'Amérique latine », titre que nous n'avons pu garder pour sa publication car c'est celui d'un ouvrage paru aux Editions Maspéro en mars 1964 et en cours de réédition.

OU EN EST LA RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE LATINE ?

Claude JULIEN

écrivain politique, chef des informations étrangères au « Monde ».

Il est dangereux de parler de l'Amérique latine, parce que vue d'Europe, nous avons tendance à la considérer comme un tout parfaitement homogène. Ce soir, alors que nous abordons un débat extrêmement complexe, nous serons obligés les uns et les autres à faire quelques simplifications; encore faudrait-il que ces simplifications ne fussent pas abusives et, pour limiter les dégâts, au moins faudrait-il dès le départ, rappeler les énormes différences qui séparent les uns des autres les principaux pays de l'Amérique latine. Qu'y a-t-il de commun entre un pays de climat équatorial et la Terre de Feu, entre les plaines d'Argentine et les hautes altitudes des Andes, entre pays fortement européanisés, comme surtout l'Argentine et le Chili et d'autres pays dont plus de la moitié de la population est d'origine indienne? Tous ces pays, différents par leur climat, par leur configuration géographique et par leur population, sont aussi très différents parfois, par leur régime politique. Quels sont les points communs entre un pays à régime socialiste révolutionnaire comme celui de Cuba, quelques pays dictatoriaux, comme le Paraguay de Stroessner, Haïti du dictateur Duvalier, et des régimes plus ou moins réformistes ou qui se veulent tels, le Chili avec un régime issu de la procédure démocratique normale, qui a donné le pouvoir à un homme relativement à gauche et décidé à faire certaines réformes fondamentales alors qu'ailleurs la volonté de réforme a été finalement très vite éclipsée par d'autres soucis, et un pays comme le Brésil, qui, péniblement, difficilement, a tenté quelques réformes bien modestes, ce qui valut à son gouvernement d'être renversé par un coup de force militaire? Lorsque nous parlerons donc de l'Amérique latine, il ne faudra pas perdre de vue les différences multiples qui séparent les différents pays de ce continent.

Quelles que soient ces différences, cependant, les pays d'Amérique latine possèdent un certain nombre de traits communs, ce sont tous des pays, que nous appelons sous-développés, que d'autres, pudiquement appellent des pays en voie de développe-

ment et que pour être honnêtes, nous appelleront des *pays en voie de sous-développement sans cesse aggravé*. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est, il y a quelques années le gouverneur Rockefeller de New-York, envoyé en mission par le président Eisenhower, qui dans son rapport à la Maison Blanche, remarquait simplement que la progression économique de l'ensemble du continent latino-américain, était plus lente et plus faible que la progression démographique et qu'ainsi, à strictement parler, chaque année l'Amérique latine était de plus en plus pauvre. C'est aussi, caractéristique du sous-développement, un continent à dominante agraire, l'industrie étant encore très peu développée, bien qu'elle soit plus avancée dans certains pays, comme le Brésil, et ce continent à prédominance agraire ne réussit pas à produire, à tirer de son sol tout ce qui serait nécessaire à l'alimentation de sa population. Tous les pays d'Amérique latine, quels qu'ils soient, importent de l'étranger des produits alimentaires. C'est un continent dont tous les pays, sans exception, doivent l'essentiel de leurs ressources, en gros plus de la moitié de leurs ressources, à un seul produit, parfois à deux produits. Economie de monoproduction, l'étaient pour la Bolivie, le cuivre pour le Chili, le café pour le Brésil, les bananes pour plusieurs républiques de l'Amérique centrale, etc... pays de monoproduction, de ce fait condamnés à ne jamais pouvoir parfaire, sérieusement comme nous l'entendons en Europe, des plans de développement économique à long terme, car ces matières premières agricoles ou industrielles sont vendues sur les marchés mondiaux à des cours qui subissent de nombreuses et d'abondantes fluctuations. Vous savez que l'Organisation des Etats américains, qui n'a rien de subversif puisqu'elle est entièrement sous l'influence directe de Washington, a calculé que les spéculations sur les prix des matières premières produites par l'Amérique latine faisait perdre au continent des ressources à peu près égales ou parfois supérieures aux crédits américains d'aide économique à l'Amérique latine. Ces fluctuations des prix favorisent toutes sortes de spéculations, ce qui devrait d'ailleurs alerter l'attention des gens au pouvoir dans les pays riches, qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de l'Europe occidentale, car eux-mêmes d'une manière ou d'une autre en subissent le contre-coup. Les pays latino-américains ne savent donc pas sur quelles ressources annuelles, sur quel revenu annuel, ils pourront tabler pour faire des investissements qui leur permettraient de développer leur économie. Le Président Kennedy, lorsqu'il avait lancé l'Alliance pour le Progrès, avait bien compris la gravité de ce problème et en tête de son programme il avait inscrit la nécessité de conclure des accords internationaux afin de stabiliser les cours des matières premières. A cet égard, un seul pas concret a été franchi depuis trois ans : ce fut, l'été dernier, la signature de l'accord international sur le café qui intéressait en particulier le Brésil; comme vous le savez, il y a quelques semaines, à Washington, la Chambre des représentants a refusé de ratifier ce premier pas dans cette direction, ce seul accord international conclu et qui concernait le café. Si nous ajoutons que ces pays d'Amérique latine dans lesquels la population se développe plus vite que l'économie, dont les richesses dépendent d'un ou de deux produits seulement, si nous ajoutons que ces pays sont gravement frappés par l'analphabétisme, nous aurons une image grossière, mais à peu près complète de la situation de l'ensemble. L'analphabétisme ? Ne prenez pas à cet égard, je vous en prie, les statistiques de l'U.N.E.S.C.O. : pour avoir des chiffres honnêtes; presque tous

sont truqués. Je me rappelle de la stupéfaction de mes amis cubains à des conférences de l'U.N.E.S.C.O. après la révolution cubaine : leurs prédécesseurs, du temps de Batista, avaient fourni des statistiques d'après lesquelles l'analphabétisme représentait très peu de chose à Cuba, et lorsqu'eux-mêmes faisaient état de chiffres beaucoup plus accablants — en gros 40 % ou peut-être davantage d'analphabètes à Cuba — certains esprits se demandaient si, en quelques mois, la révolution fidéliste avait provoqué cet afflux d'analphabètes surgit on ne savait d'où. En fait, des chiffres mensongers avaient été enfin remplacés par des chiffres authentiques. Dans les autres pays d'Amérique latine, surtout quand il s'agit de zones rurales, l'analphabétisme atteint des proportions variables qui descendent rarement en dessous de 30 %.

Dans ces conditions est-il possible de trouver des ressources, les compétences, la volonté politique d'assurer un redressement économique de ces pays ? Le Président Kennedy le pensait en lançant son programme d'Alliance pour le Progrès et, moins d'un an après le lancement de ce programme, la presse américaine elle-même ne parlait plus d'une alliance pour le progrès, mais d'une alliance sans progrès. Depuis, les faits n'ont fait que confirmer ce jugement sévère, mais parfaitement réaliste. L'alliance sans progrès, pourquoi ? Les plans originaux de Kennedy prévoyaient que l'Amérique latine recevrait au cours des dix premières années des investissements globaux représentant vingt millions de dollars. L'Europe était invitée à participer à ces investissements, mais c'était une invitation lancée en l'air et très à la légère, car aucun plan concret n'avait été élaboré entre les Etats-Unis et l'Europe pour mener à bien ce plan d'investissements. Ces investissements devaient en plus se partager, à peu près également pensait-on, entre investissements publics et investissements privés. Là encore, bien entendu, la volonté de Kennedy s'est heurtée à la mauvaise grâce d'un Congrès beaucoup plus soucieux de ne pas déplaire à des électeurs qui sont aussi des contribuables et, dès la première année, malgré les commentaires élogieux qui saluaient aux Etats-Unis, l'Alliance pour le Progrès, dès la première année, les crédits, demandés par la Maison Blanche à ce titre, ont été sérieusement diminués par le Congrès. En plus, ce sont les Américains qui nous le disent, ces crédits n'ont pas été affectés à l'objet pour lequel ils étaient prévus. Dans la plupart des cas, ces crédits ont été utilisés pour soutenir des monnaies défaillantes, c'est le cas, par exemple du cruzeiro au Brésil, mais c'est vrai pour bien d'autres pays. Ils ont été utilisés pour payer les fonctionnaires dont les traitements étaient en retard de plusieurs mois; c'était le cas, par exemple en Argentine où même les chefs des forces armées n'avaient pas reçu leur traitement. Bref, ces crédits ont rarement été utilisés pour des investissements vraiment productifs comme cela était prévu. En plus, ils ont été attribués un peu à la tête du client. Un personnage comme Carlos Lacerda a, quant à lui, pour son Etat de Guanabara, bénéficié de la majeure part des crédits de l'Alliance pour le Progrès affectés au Brésil.

Ensuite venaient trois grandes réformes sur lesquelles le Président Kennedy insistait beaucoup : réforme agraire, réforme fiscale, réforme scolaire.

Réforme agraire ? Avec plus ou moins de mauvaise grâce, la plupart des gouvernements d'Amérique latine, en se faisant tirer l'oreille, ont tant bien que mal mis à l'étude des projets de ré-

forme agraire, qui tous pratiquement dorment encore dans les cartons. Je pense qu'il n'est pas nécessaire d'insister à nouveau sur l'urgence d'une réforme agraire en Amérique Latine : la structure agraire est anti-économique, par excellence, — système de grandes propriétés, de latifundium dont d'immenses superficies restent en friche par l'incompétence ou la mauvaise volonté des propriétaires, alors qu'à côté des millions de paysans restent sans terre. Pourquoi la réforme agraire n'est-elle pas devenue une réalité dans les pays d'Amérique latine, à quelques exceptions près ? Essentiellement parce que dans tout le continent le pouvoir politique revient bien évidemment d'une manière plus ou moins directe à ceux qui exercent déjà le pouvoir économique. Les analphabètes, dans la plupart des pays, n'ont pas le droit de vote; les analphabètes, c'est le peuple, surtout les paysans, mais aussi le prolétariat urbain; ils ne votent pas, et ceux qui votent peuvent très souvent être manipulés par les grands propriétaires terriens ou par les détenteurs des plus grosses fortunes. Pour eux, accepter le principe même d'une réforme agraire réelle, serait scier la branche sur laquelle ils sont assis, ce serait prononcer leur propre arrêt de mort.

Réforme fiscale ? Le schéma est le même. Je ne voudrais choquer aucun latino-américain présent dans cette salle, mais aucun pays d'Amérique latine ne possède d'impôt progressif sur le revenu, digne de ce titre, un impôt progressif sur le revenu comparable dans sa structure à ce qui existe aux Etats-Unis, en Angleterre, en Europe continentale. En système capitaliste, il n'y a pas d'économie moderne possible sans impôt progressif sur le revenu. Sans lui où trouver les ressources nécessaires aux investissements les plus élémentaires ? Mais un tel impôt, qui pénaliserait-il ? Non pas la masse populaire rurale ou urbaine très pauvre, très misérable, mais évidemment les privilégiés, les détenteurs de grandes fortunes, ceux qui aussi contrôlent le pouvoir politique et qui trouvent là une autre raison de ne pas scier la branche sur laquelle ils sont assis. Au Brésil, tout récemment, le régime issu du coup de force militaire du 1^{er} avril 1964, a fait une réforme fiscale, certes, mais c'était pour accroître de 30 % environ les impôts de consommation qui touchent le peuple, et non pas les impôts progressifs sur le revenu qui prennent l'argent là où il est.

Réforme scolaire ? Il devient fastidieux de se répéter, car c'est là encore, la même histoire. Une vraie réforme scolaire suppose des ressources, des crédits, des investissements pour la construction d'écoles, une politique qui, par les salaires donnés aux enseignants, attire vers l'enseignement des gens compétents et dévoués, l'école ayant pour mission, non seulement d'enseigner l'alphabet et la table de multiplication, mais de donner une culture à ces analphabètes qui, Dieu merci pour les régimes actuels, n'ont pas le droit de vote. Faire une véritable réforme scolaire en Amérique latine, c'est inévitablement semer des germes révolutionnaires dans ces pays. Et alors faut-il s'étonner que trois ans après le lancement de l'Alliance pour le Progrès et après l'assassinat de son initiateur, l'Alliance soit encore très tragiquement une Alliance sans progrès ?

C'est même, à bien des égards, une alliance régressive. Car, parallèlement, la diplomatie américaine a choisi de porter tous ses efforts contre la révolution cubaine. Et dans ce but, pour obtenir que l'organisation des Etats américains boycotte Cuba, exclue

Cuba, obtienne de ses membres, à l'exception du Mexique, qu'ils rompent toute relation diplomatique avec Cuba, le Département d'Etat américain n'a pas hésité, pour obtenir la majorité des deux tiers qui est requise dans ces votes importants à faire appel aux éléments, aux gouvernements les plus rétrogrades d'Amérique latine. Ce fut le cas avec la dictature de Somoza au Nicaragua et son successeur n'est pas tellement mieux, c'est le cas de M. Duvalier à Haïti, le général Stroessner au Paraguay. En faisant appel aux dictateurs, aux forces les plus réactionnaires d'Amérique latine afin de condamner Cuba, Washington, sans s'en rendre compte, je pense, disait à l'Amérique latine : nous vous parlons de réformes, mais en même temps nous donnons beaucoup de prix à la lutte contre la révolution du type cubain, le fidélisme révolutionnaire, etc.; ceux qui entendaient ce langage alors qu'ils pourraient toujours, en dénonçant un danger de communisme et de subversion chez eux, obtenir que la lutte contre ce danger de subversion chez eux ait priorité sur la réforme agraire, la réforme fiscale, sur la réforme scolaire. C'est l'une des causes fondamentales de la stérilité de cette politique d'Alliance pour le Progrès.

Il faut enregistrer, après cela, un résultat malgré tout positif. Il n'y a pas si longtemps, en Amérique latine, parler de réforme agraire était mériter l'accusation d'être un agent de Moscou. Kennedy et après lui tous les grands dirigeants américains ont prononcé les mots : réforme agraire, réforme fiscale, etc., ils ont consacré ces termes. On peut désormais en parler en Amérique latine, et on en parle effectivement beaucoup, sans beaucoup d'effets concrets. Rappelez-vous, entre autres, que c'est pour un projet bien modeste de réforme agraire, qui prévoyait la distribution des terres sur une mince bande terrain le long des voies fédérales que le Président Goulart au Brésil a été renversé. On en parle, de cette réforme agraire, mais on ne la fait pas. En revanche il y a un pays où certes on en parle aussi parce qu'elle n'est pas tout à fait au point, mais où elle a été faite, et ce pays c'est Cuba. Il ne faut donc pas s'étonner si la politique d'Alliance pour le Progrès, et c'est l'une des contradictions internes de ce capitalisme, a donné le droit de parler de réformes, justifié tous les programmes qui tendent à ces réformes et ainsi encouragé, je pense, dans les masses populaires d'Amérique latine, l'attachement à ces réformes dont on parle chez eux, dont on parle à Washington et qui ont été réalisées à Cuba avec Fidel Castro.

OU EN EST LA RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE LATINE ?

Mario VARGAS LLOSA

Mario Vargas Llosa, romancier péruvien; son roman « La cité et les chiens » qui va bientôt paraître en France a été brûlé par les militaires, il y a quelques semaines à Lima.

Après ce panorama très sombre et très juste qu'a fait Claude Julien sur les réalités économiques de l'Amérique latine, je voudrais vous parler brièvement de la situation politique du nouveau continent après la révolution cubaine. J'ai dit « après la révolution cubaine » parce que je crois que cette révolution a été un événement capital et après elle toutes les données politiques, sociales, même économiques de l'Amérique latine ont été modifiées. Il faut donc tenir compte de la révolution cubaine pour analyser n'importe quel problème politique de notre continent. Il faut dire d'abord que la révolution cubaine a eu une conséquence psychologique extraordinaire du point de vue politique sur les masses latino-américaines. En effet, cette révolution s'est produite à un moment où régnait un certain pessimisme, un découragement politique dans tout le continent. C'était un pessimisme assez justifié. En effet il y avait eu d'abord un échec et après un demi-échec révolutionnaires en Amérique latine qui nous ont laissé beaucoup d'impression à tous. Il y a eu le « cas du Guatemala ». Vous vous souvenez sûrement tous du régime progressiste du colonel Jacobo Arbenz qui avait essayé de sortir son pays de la structure féodale agraire, qui avait essayé certaines réformes libérales. Quel avait été le résultat ? Une intervention étrangère : l'expérience guatémaltèque s'est soldée par un bain de sang. Il y a eu après « le cas de la Bolivie », c'est-à-dire le triomphe du M.N.R. et je me souviens parce que je venais d'entrer à l'Université, à cette époque, quand les mineurs boliviens sont descendus sur La Paz et ont pris les casernes, l'émotion et l'enthousiasme que cet événement a éveillé chez nous, au Pérou. A l'Université, nous sommes sortis dans les rues pour fêter la révolution bolivienne comme notre révolution. Mais un certain temps après, des étudiants péruviens qui étaient sortis dans la rue pour fêter la révolution bolivienne, étaient emprisonnés par notre dictateur Odria, étaient envoyés en Bolivie et en Bolivie, ce régime

révolutionnaire les envoya en prison. Le Président Paz Estensorro de Bolivie venait un certain temps après rendre visite au dictateur Odria. Que s'était-il passé ? La révolution bolivienne n'avait pas été écrasée par la violence comme la révolution guatémaltèque, mais elle avait été, au moyen de pression, vidée de son énergie, détournée de ses objectifs, freinée dans son élan. Ainsi donc il y avait de puissantes raisons pour être pessimiste sur la possibilité de sortir de l'impasse latino-américaine. On pourrait penser que cette trinité, c'est-à-dire cette triple alliance, qui empêche le développement latino-américain à savoir : les compagnies étrangères, les oligarchies nationales et l'armée, étaient toutes puissantes. C'est à ce moment là que s'est produite la révolution cubaine : le pessimisme est devenu optimisme. En effet, Cuba nous montrait qu'il était possible de briser cette trinité, qu'elle n'était pas invincible. Mais en plus, la révolution cubaine, et c'est le deuxième élément, la deuxième conclusion qui a pu sortir de cet événement, allait beaucoup plus loin que les autres. Elle nous a montré donc qu'il était possible, non seulement de briser cette alliance mais qu'on pouvait aller beaucoup plus loin dans les réformes essayées par le Guatemala et la Bolivie. On a découvert que peut-être la faiblesse de ces deux révolutions écrasées ou trahies, avait été justement leur prudence, leur timidité dans les réformes. Cuba nous a montré qu'il fallait aller jusqu'au bout. Nous avons en espagnol un proverbe qui dit : « a grandes males grandes remedios » qui veut dire : « Les solutions doivent être à la mesure des problèmes », quelque chose comme cela. C'est ce que nous a montré la révolution cubaine. Les dirigeants cubains n'ont pas reculé devant les menaces, ils ne se sont pas laissés intimider par les forces mercenaires, ils ont répondu par des mesures plus progressistes et la révolution cubaine a tenu (1)

En effet, l'échec du réformisme en Amérique latine a été confirmé après la révolution cubaine dans plusieurs pays. On a cité déjà le cas du Brésil où il y avait un régime libéral qui voulait faire des réformes graduelles en évitant la violence et vous savez tous comment cela s'est terminé. Il y a eu le putsch militaire grâce auquel nous avons parmi nous, ce soir, Monsieur Josué de Castro, mais c'est la seule chose pour laquelle nous pourrions remercier le putsch, nous savons quelles seront les conséquences pour le Brésil de ce coup d'Etat militaire. En effet, les régimes réformistes libéraux en Amérique latine dès qu'ils sont au pouvoir, doivent céder sur leur position s'ils ne veulent pas être renversés ou alors ils sont renversés. Je pourrais citer le cas de mon pays, le Pérou, où dans les dernières élections, une équipe d'hommes assez jeunes et honnêtes, a pris le pouvoir. Ils voulaient faire des réformes libérales, ils avaient promis de résoudre le problème du pétrole. C'est, du point de vue de la forme, un régime démocratique, puisqu'il a respecté la liberté de presse et la liberté des partis politiques. Et pourtant, après deux ans de gouvernement, la réforme agraire qui a été approuvée par le Congrès a été considérée par le propre vice-président du Pérou comme une escroquerie et le problème du pétrole, on n'en parle

(1) Je crois que la conclusion que l'on peut tirer est la suivante : La situation économique et sociale de l'Amérique latine est telle que des solutions réformistes sont pratiquement inconcevables. Le seul moyen qu'a l'Amérique latine de sortir de sa misère extrême et de son injustice sociale, c'est la solution cubaine, c'est le socialisme.

plus, c'est fini. C'est que cette « trinité » a réussi à faire reculer, à faire céder de leur position, ces hommes bien intentionnés. Les bonnes intentions en Amérique latine ne sont pas suffisantes. On pourrait même appliquer à ces régimes de bonnes intentions la phrase de Gide sur la littérature : « avec de bonnes intentions on fait de la mauvaise littérature », on pourrait dire que chez nous avec de bonnes intentions on fait de la mauvaise politique. Je crois donc que l'influence de la révolution cubaine a été énorme, très importante, décisive pour le continent. Mais cet optimisme qui est né après la révolution cubaine, est devenu, par moments, aussi très dangereux, parce que dans plusieurs pays on a pensé que le processus de la révolution cubaine pourrait se reproduire de façon identique dans tous les pays. Il y a eu plusieurs tentatives en Amérique centrale et en Amérique du sud pour répéter le processus cubain et ces tentatives se sont soldées par des échecs. Au Pérou par exemple je pourrais vous en citer plusieurs par exemple, la dernière, celle où est mort un jeune poète péruvien de 21 ans, Javier Héraud. Cela a été tragique. Le groupe de jeunes qui ont essayé d'ouvrir un front de guérilla dans la jungle, et qui ont été chassés à coups de feu, non seulement par les policiers, mais aussi par les paysans eux-mêmes, à qui on avait dit qu'ils venaient voler leur terre. Il arrive que la révolution cubaine a ouvert les yeux, non seulement aux dirigeants révolutionnaires et aux intellectuels, mais aussi aux forces réactionnaires de chaque pays. C'est pour cela que cette révolution latino-américaine ne sera pas identique à celle qui s'est produite à Cuba. Dans notre pays nous ne pourrions pas bénéficier par exemple, dans la lutte révolutionnaire, comme cela s'est passé à Cuba, de l'appui de certains éléments de la bourgeoisie qui croyaient que le mouvement fidéliste allait dans un sens libéral. Maintenant ils savent et la campagne contre la révolution cubaine est énorme. D'ailleurs dans chaque pays latino-américain les conditions économiques, sociales, politiques sont différentes comme l'a bien dit Claude Julien. Les dirigeants révolutionnaires doivent donc tenir compte de tous ces éléments. Il est possible que la révolution dans certains pays adopte une forme violente parce que c'est la seule possible; il est presque inconcevable qu'un régime dictatorial, comme celui de Stroessner au Paraguay, permette une évolution graduelle; par contre c'est très improbable dans un pays comme l'Uruguay où les institutions démocratiques fonctionnent, où il y a des habitudes démocratiques assez solides, que soit possible une révolution armée. Je crois qu'à la question qui est posée dans ce débat : Où vont les pays de l'Amérique latine ? On pourrait répondre qu'ils vont vers le socialisme mais pas à la même vitesse ni suivant le même schéma.

OU EN EST LA RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE LATINE ?

Juan ARCOCHA

Juan Arcocha, écrivain et journaliste, attaché à l'ambassade de Cuba à Paris.

Je voudrais parler le moins longtemps possible afin de pouvoir répondre le plus longtemps possible à vos questions. Je pense que je dois vous faire un exposé assez court parce que, en réalité, je ne sais pas ce qui vous intéresse sur mon pays. Moi, je m'intéresse beaucoup à vos questions, je vous invite donc, si vous avez des centres d'intérêts à propos de Cuba, de nous faire parvenir des questions à ce propos.

Claude Julien nous demandait tout à l'heure quels étaient les points communs entre les différents pays de l'Amérique latine. Il nous l'a bien sûr expliqué, mais je crois que nous pourrions dire que les pays d'Amérique latine ont ceci de commun : ils ont faim, ils n'ont pas assez de chaussures, ils ne savent pas lire, ils ne sont pas libres, ils sont exploités par les monopoles américains. Mario Vargas, ensuite, nous a parlé des révolutions qui ont échoué en Amérique latine parce qu'elles n'ont pas osé aller jusqu'au bout, et il nous disait que Cuba se maintient dans la voie révolutionnaire parce qu'elle est allée jusqu'au bout. Bien sûr, je suis d'accord avec Mario Vargas. Nous pensons à Cuba, nous l'avons toujours pensé, qu'aller jusqu'au bout dans la voie révolutionnaire, cela veut dire, comme Vargas nous l'indique, aller vers le socialisme. Vargas disait que toutes les tentatives d'évolution en Amérique latine avaient échoué. Oui, elles ont échoué jusqu'à présent. Il en reste une qui n'a pas encore commencé d'ailleurs je pense que nous devons ouvrir un crédit au gouvernement chilien qui vient d'être élu et qui se propose de faire de grandes réformes dans la voie de l'évolution. Moi, personnellement j'ai des doutes sur les possibilités des chiliens pour accomplir les réformes dont ils ont besoin sans se trouver devant les obstacles que la révolution cubaine a trouvés devant elle et qui l'ont d'ailleurs obligée à aller jusqu'au bout. Mais enfin, nous devons au moins attendre, voir ce qui va se passer.

Cuba, alors, devient un exemple, un cas extrême en Amérique latine; je pense que c'est comme cela que nous devons l'étudier. Un cas extrême : nous sommes allés jusqu'au bout, jusqu'au socialisme. Le processus a été très long, je pense que du moment où vous êtes présents, que du moment où vous vous intéressez à ces questions, vous devez être plus ou moins au courant de ce qui s'est passé à Cuba ces six dernières années. Enfin nous nous retrouvons devant une réalité. Cuba est un pays socialiste en Amérique latine qui proclame, qu'il va construire le socialisme et le communisme en quelques années, nous ne savons pas combien. Comment en arrive-t-on là ? Là-dessus je voudrais me référer aussi à ce que Vargas nous disait à propos des difficultés qu'ont rencontrées d'autres pays qui ont tenté d'aller de l'avant en Amérique latine. Vous ne pouvez pas vous imaginer combien il est difficile de faire une révolution en Amérique latine. On se trouve immédiatement devant un grand ennemi qui est, bien sûr, les Etats-Unis d'Amérique. En 1959, quand nous avons commencé notre révolution, nous étions très naïfs, nous étions peut-être très romantiques, nous pensions que nous pouvions la faire très rapidement sans aucune opposition parce que c'était *juste* et comme c'était juste, tout le monde serait d'accord.

Ce n'était pas si simple. Nous avons trouvé d'abord la désapprobation, ensuite l'hostilité, finalement l'agression ouverte des Etats-Unis et contre cela, malgré cela, il a fallu essayer de faire une révolution. Je ne prétends pas affirmer que tout ce que nous avons fait, a été bien fait, que nous n'avons pas commis d'erreurs dans le processus de construction du socialisme à Cuba, mais enfin la révolution cubaine est là, nous avons commis des erreurs, nous avons fait d'autres choses qui n'ont pas été si mal, en tout cas il y a un premier point que la révolution cubaine a pu marquer, c'est qu'elle existe toujours, depuis six ans d'une lutte acharnée, elle est là et je ne vois pas comment elle pourrait être éliminée pour l'instant. Vous devez imaginer les difficultés que nous avons à faire une révolution contre cette opposition tenace des Etats-Unis d'Amérique, nous n'aurions pas pu aller si loin sans l'aide économique, morale, même militaire de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes. J'espère que vous me poserez des questions là-dessus, parce qu'on parle tellement de la question des fusées, de la question de savoir si Cuba est communiste, et pourquoi ? etc...

Nous avons quand même pu obtenir quelques réalisations. Si l'Amérique latine a faim, Cuba n'a plus faim. Je ne dois pas vous cacher que nous avons des difficultés de ravitaillement. Bien qu'une certaine presse prétende que les cubains meurent de faim, ce n'est pas vrai. Nous avons un système de rationnement assez strict, nous avons des difficultés assez graves, mais enfin tout le monde mange. D'autres pays d'Amérique latine qui n'ont pas de cartes de rationnement, qui n'ont soi-disant pas ces difficultés, et bien ils ont faim, voilà la différence. Je vous disais aussi que l'Amérique latine n'a pas de chaussures, nous en avons à Cuba, pas beaucoup, pas de bonne qualité, mais enfin nous en avons, c'est quand même une grande réalisation par rapport aux autres pays d'Amérique latine. Cela aurait pu être plus facile sans l'hostilité des Etats-Unis, mais cela n'a pas été ainsi, et c'est difficile, parce que, à part les difficultés incontestables que représente la tentative de bouleverser toutes les structures économiques et politiques d'un pays, des difficultés énormes qui proviennent du manque de cadres, du manque d'expérience, des tech-

niens, des gens préparés, des élites qui émigrent et quittent le pays, nous laissent un peu dépourvus, cela pose des difficultés énormes et si à cela vous ajoutez un blocus économique, c'est encore plus énorme et vous devez imaginer par exemple que toutes nos machines, tout notre outillage est américain, nous dépendons du sucre, nous n'avons pas pu dépasser le stade de la monoculture, le sucre est le principal produit du pays, la principale source de devises. Toutes les machines avec lesquelles nous travaillons le sucre, sont américaines, les américains refusent de nous vendre, non seulement des machines, mais aussi les pièces de rechange; vous pouvez imaginer les difficultés que cela pose, rien que pour fabriquer du sucre. Nous dépendons par exemple du pétrole, toute la vie du pays dépend du pétrole; nous n'avons pas de source d'énergie, nous n'avons pas de grands fleuves, nous ne pouvons pas fabriquer de l'électricité sans pétrole. Ce pétrole bien sûr nous l'achetions aux Etats-Unis et au Vénézuéla. Un jour, c'était en 1960, je crois, nous avons décidé d'acheter un peu de pétrole soviétique qui nous était vendu 20 % moins cher que le pétrole américain. Nous avions à Cuba trois raffineries de pétrole qui ont refusé de raffiner le pétrole soviétique, par conséquent la vie du pays était paralysée. Il y avait une solution, nous l'avons prise. Nous avons nationalisé ces trois raffineries de pétrole, nous avons acheté le pétrole soviétique qui est arrivé à temps, avant que la vie du pays ne se paralyse et c'est alors que cela a commencé; la guerre d'abord économique jusqu'à ce que l'on soit arrivé à l'invasion de la Baie des Cochons qui, comme vous savez, s'est soldée par un échec.

Nous avons pu faire d'autres choses, nous avons pu apprendre à lire à tous les cubains analphabètes dont nous parlait Claude Julien. Ils savent lire maintenant. L'un des instruments les plus efficaces pour maintenir le contrôle économique en Amérique latine est l'ignorance. Je pense que quand un peuple apprend à lire il est beaucoup moins facile de le maintenir sous un contrôle quelconque. Nous luttons toujours, malgré toutes nos difficultés politiques, économiques, nous nous entendons reprocher de temps en temps, que nous soyons un danger pour la paix mondiale. Je me demande comment ? Comment Cuba pourrait être un danger pour la paix mondiale ? Notre opinion à nous autres cubains, c'est que c'est nous qui sommes en danger, nous n'attaquons personne, c'est plutôt nous qu'on attaque. Si une attaque contre Cuba pouvait déclencher une guerre mondiale, à mon avis il y aurait une solution très facile pour l'éviter, c'est-à-dire : n'attaquez pas Cuba et comme cela il n'y aura pas de problème !

OU EN EST LA RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE LATINE ?

Josué de CASTRO

Josué de Castro, ancien président de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), ancien membre du Parlement Brésilien, ancien ambassadeur du Brésil auprès de l'O.N.U. jusqu'au récent putsch militaire, Président de l'Association Mondiale de Lutte contre la Faim, auteur de la « Géopolitique de la faim » qui a été traduit en 22 langues, qui a le privilège d'être, à la fois, Prix Roosevelt aux Etats-Unis et Prix international de la Paix et qui est actuellement Président du Centre international pour le Développement.

C'est pour moi un privilège de participer à un débat aussi objectif et équilibré dans un monde aussi déséquilibré que celui dans lequel nous vivons. Et si je juge ce débat objectif et équilibré, vous en êtes tous témoins, c'est parce que nous venons d'entendre quatre orateurs qui ont parlé de l'Amérique latine : notre Président lui-même, Monsieur Jouffa qui a ouvert le débat, puis Monsieur Claude Jullien, Monsieur Vargas et Monsieur Arcocha et tous les quatre, ils ont essayé de nous montrer la vérité, la réalité de l'Amérique latine. Laquelle est la vraie vérité, car deux de ces messieurs sont européens, ils regardent donc l'Amérique latine dans la perspective de l'Europe, et les deux autres sont latino-américains, ils la regardent dans la perspective d'un pays sous-développé, dans la perspective du Tiers-Monde, du monde prolétaire, du monde misérable, du monde abandonné, du monde machinalisé. Et bien, quelle est la vérité ? La vraie ? A mon avis toutes le sont, et voilà pourquoi je n'ai presque plus rien à vous dire, qu'à constater ce qui a été dit. Je crois, et je pense que vous serez d'accord avec moi, qu'aujourd'hui, même quand on parle de science, quand on parle de l'objectivité de la science, quand on fait un essai sociologique, une interprétation sociale d'une réalité, on est forcé de reconnaître que ce qu'on appelle la réalité, donc la vérité, la vérité de chacun, ce n'est que l'intersection entre les possibles et les points d'observation, donc la perspective de l'observateur. Le réel n'existe pas, le réel n'existe qu'au moment d'être observé ; or, l'observation dépend de la position, donc de la perspective. Par conséquent, il n'y a pas une vérité, il y a autant de vérités que d'observateurs, donc chaque homme a sa vérité. C'est dans cette perspective-là que je crois que nous avons eu deux vérités sur l'Amérique latine, deux tableaux, deux peintures, mais ce qui est surprenant, c'est que les deux perspectives arrivent au même point : aucune des images n'aura été lumineuse, toutes les quatre ont été sombres. Pourquoi ? Parce que le soleil n'est pas encore né pour le peuple

de l'Amérique latine. Nous vivons encore dans un monde dans lequel les espoirs se font, chaque fois plus d'espoir, mais pas de réalité. Donc, la réalité qu'on a montrée ici est une réalité négative, une réalité creusée, ce n'est pas la réalité de l'homme agissant sur la nature pour la mettre au service de l'homme, c'est plutôt l'homme abandonné à lui-même et subjugué, esclave des autres hommes, et de la nature, car l'Amérique latine n'est pas encore libérée.

Dans cette perspective-là, Monsieur Claude Julien a commencé, par faire un tableau de l'Amérique latine avec lequel je suis tout à fait d'accord. Il dit à peu près : il n'y a pas une Amérique latine. Il a raison. D'ailleurs un de ses collègues comme lui plein de talent — c'est Marcel Niedergang — a écrit un livre dont le titre définit bien cela : « Les vingt Amériques latines » ; car il n'y a pas une, mais de nombreuses Amériques latines. Vraiment, si on analyse le continent du point de vue géographique, nous avons tous les types de climats, de l'équatorial de mon pays (de l'Amazonie) jusqu'aux régions sub-polaires de la Terre de Feu. Du point de vue régional, il y a des montagnes, des vallées et tous les types de sol. Donc l'Amérique latine est une mosaïque de régions, ce n'est pas une région, ni naturelle, ni culturelle, on ne peut donc pas parler d'une unité géographique de l'Amérique latine. Mais si l'Amérique latine n'est pas une, s'il n'existe pas d'unité du point de vue naturel, est-ce que économiquement il y en a une ? Pas davantage. Économiquement, la chose est pire encore, parce que si du point de vue naturel, physique, l'Amérique latine est un continent, du point de vue économique c'est un archipel, des îlots, de petites îles économiques. L'Argentine c'est une île économique, la grande Buenos-Aires, le reste n'étant que désert et pauvreté, comme le reste de l'Amérique latine ; le Brésil c'est Sao-Paulo et Rio et le reste n'est que sous-développement. Le Nord-Est affamé, et l'Amazonie qui a un quart d'habitant au kilomètre carré et ce quart d'habitant ne produit rien. La Colombie est un petit îlot, le Pérou en est un autre, le Mexique, un autre encore. L'Amérique latine n'a pas de lien économique qui l'unit, ce n'est pas un continent économique, c'est un continent géographique. Alors, comment peut-on parler de l'Amérique latine et savoir où va quelqu'un qui n'existe pas ? Est-ce que ce quelqu'un est un fantôme, où va ce fantôme ? Non, le fantôme n'est pas complètement un fantôme. S'il est économiquement et géographiquement difficile à définir, il y a quelque chose qui le définit, qui donne l'unité à l'Amérique latine, c'est sociologiquement que l'Amérique latine a une unité. L'Amérique latine est la même dans ses origines, dans sa formation. Voilà pourquoi, à mon avis, il faut faire appel à cette formation pour comprendre la réalité actuelle de l'Amérique latine et où va l'Amérique latine.

Deuxièmement, les aspirations des peuples de l'Amérique latine aujourd'hui, sont partout les mêmes, car il y a eu, en Amérique latine, un éveil de conscience commun qui tend le continent vers les mêmes espoirs et vers le même avenir. Voilà ce qui unit, ce qui donne de l'unité, ce qui permet d'interpréter l'Amérique latine comme un ensemble.

L'origine. Nous savons tous que toute l'Amérique latine a été colonisée par les peuples ibériques : les Portugais au Brésil et les Espagnols dans le reste de l'Amérique latine, à l'exception de petits îlots colonisés par les Français et qui ne représentent que très peu de chose dans le tableau de l'Amérique latine.

L'Amérique latine est ibérique. Qu'est-ce qui caractérise cette origine ? C'est qu'elle est différente de l'Amérique britannique, de l'Amérique anglaise. L'Amérique anglaise et l'Amérique latine ont deux commencements divergents dans tout ce qui les caractérise, car l'aventure ibérique de l'Amérique latine, est une entreprise de type féodal tandis que la colonisation anglaise, est une aventure de type mercantile tout à fait différente. Au moment où l'on a découvert l'Amérique qu'on appelle latine, si l'Europe jusqu'aux Pyrénées, soit la France, l'Allemagne et l'Angleterre, était déjà en pleine Renaissance au XVI^e siècle, le Portugal et l'Espagne étaient encore au Moyen-Age, car la guerre avec le monde arabe a retardé la péninsule ibérique de deux ou trois siècles. Le Portugal était ce qu'on appelle une monarchie agraire de type absolument féodal et l'Espagne également. Au fond, la découverte de l'Amérique n'a pas été autre chose que la dernière des croisades, qui ne s'est pas faite à cheval, mais en bateau car comme le chemin de Terre pour l'Orient était coupé par les Turcs, les Portugais et les Espagnols ont pris des bateaux pour contourner l'Afrique et trouver un nouveau chemin pour les produits du Levant. C'est donc la croisade, le féodalisme qui a colonisé l'Amérique latine et vous savez que les colons arrivaient toujours une croix à la main pour imposer la religion, une épée de l'autre pour conquérir le pays. C'est d'ailleurs une cause de critique, les colonisateurs ont fait de telles horreurs en Amérique latine qu'il y a eu des protestations. Ils disaient toujours : nous sommes arrivés ici pour coloniser et pour faire la conquête des âmes et les sauver de l'enfer. Je pense que beaucoup d'entre vous ont lu la pièce de Montherlant, « Le maître de Santiago » dans laquelle un personnage dit : « Si nous n'avions été en Amérique latine, combien d'hommes, de pauvres Indiens seraient perdus aujourd'hui au fond de l'enfer ! Mais un autre répond : « Mais après la découverte de l'Amérique latine, combien d'hommes, d'Espagnols ne sont-ils pas allés en enfer ? ». Or c'est dans ce sentiment-là qu'un homme qui était un chrétien, un vrai, le Père Bartolomé de Las Casas, a demandé aux gens qui venaient conquérir, au nom de la religion, les territoires de l'Amérique latine : « Est-ce que cette croix qu'apportent les conquérants, les colonisateurs, les conquistadors, est vraiment la croix sur laquelle est mort le Christ, n'est-ce pas plutôt une des croix sur lesquelles on a crucifié les deux larrons à côté du Christ ? ». En effet, la colonisation a été plutôt un pillage, et voilà que c'est sous le signe du féodalisme que s'est installée l'Amérique latine. Ce qui est plus grave, c'est ce que ce féodalisme règne encore aujourd'hui : l'Amérique latine n'a pas changé. Toute la guerre qui a duré pendant quatre siècles après la découverte, ce fut une guerre pour empêcher le progrès ; j'appelle la colonisation « la lutte contre le progrès ». L'Alliance pour le progrès n'est pas nouvelle, elle vient de là, du stade de la première colonisation. Le colonialisme premier, c'est ce que j'appelle la première découverte de l'Amérique latine, car l'Amérique latine est en train de se redécouvrir, le monde est toujours redécouvert. La Chine a été découverte par Marco Polo au XIII^e siècle, puis au XV^e par les Portugais, et ensuite par les Américains du Nord qui se sont aperçus que Mao Tse-Toung avait pris le pouvoir en Chine. Donc, on redécouvre toujours les pays ; l'Amérique latine a été découverte en 1500-1520 et elle a été redécouverte en 1960 après la révolution cubaine, qui a été le facteur de cette redécouverte de l'Amérique latine. Le nord-est du Brésil a été découvert en 1960 parce

qu'une revue américaine a publié des reportages terribles sur un Monsieur qui s'appelait Francisco Juliano, qui allait propager la révolution cubaine sur le continent et transformer la sierra brésilienne en une sierra Maestra continentale et probablement toutes les terres des Andes, toutes les montagnes en une sierra Maestra d'extrême sud et d'extrême nord. Telle fut la redécouverte de l'Amérique latine. Ce qui est grave, c'est que pendant ces quatre siècles on a toujours lutté pour empêcher les changements et pour que le capitalisme ne puisse pas s'installer en Amérique latine. En effet, nous n'avons de capitalisme en Amérique latine que comme une super-structure très secondaire ; ce qu'on a essentiellement, c'est une structure féodale. Aux temps des Portugais et des Espagnols, on utilisait toujours l'argent du mercantilisme, car il existait déjà, une classe commerçante, une bourgeoisie commerçante très prospère au Portugal et en Espagne. Pour faire la colonisation il fallait utiliser cet argent, mais on utilisait l'argent de ce milieu sans lui donner le pouvoir. Le pouvoir était entre les mains des nobles. On divisait les gens en deux classes : les gens « de biens », ceux qui avaient de l'argent et les gens « bien », c'est-à-dire les nobles. On donnait les postes aux gens « bien » et on empruntait l'argent des gens « de biens » pour coloniser les pays. Donc, pour tout le temps de la colonisation, vous savez qu'en Amérique latine ce sont les grands propriétaires agraires qui font tout parce qu'ils associent le pouvoir économique au pouvoir politique. Après l'indépendance, (ce que j'appelle les indépendances fictives des pays de l'Amérique latine car ils sont devenus indépendants, ils n'étaient plus des colonies politiques mais ils sont restés des colonies économiques) ils ont seulement changé de maître. L'Europe a perdu et le nouveau maître qui s'est installé ce sont les États-Unis. Vous savez qu'à partir d'un certain moment le capital étranger essentiellement nord-américain, a commencé à percer et à pénétrer en Amérique latine. Alors à ce moment, direz-vous, il devrait avoir écrasé le système féodal. Non : si vous lisez Myrdal, quand il étudie le développement des pays sous-développés, il dit toujours que les capitaux étrangers essaient de trouver des alliés dans les pays en voie de développement, d'économie dépendante, et ils font de ces alliés les plus grands défenseurs de leurs intérêts ailleurs. Cela revient à dire que les plus grands défenseurs du capital étranger dans les pays d'Amérique latine, ce sont les classes privilégiées de l'Amérique latine elle-même, ce sont les grands propriétaires fonciers, c'est l'oligarchie agraire. Pour maintenir ces privilèges et en échange de ces privilèges ils cèdent sur tout le reste, c'est-à-dire qu'ils cèdent à l'exportation des capitaux, ils cèdent à un type d'impôt absolument absurde, car les grandes compagnies étrangères ne paient pas d'impôts, elles exportent beaucoup plus de dollars qu'elles n'en envoient à ces pays de l'Amérique latine. Il y a des études qui prouvent que l'Amérique latine est une région exportatrice de dollars et non pas importatrice. Donc ils cèdent ; pourquoi cèdent-ils, les grands propriétaires agraires ? Parce qu'ils ont toujours le pouvoir. On leur donne le droit de dire : « Vous faites tout ce que vous voulez pourvu que vous obéissiez à tout ce que nous voulons ». C'est la manière de faire la démocratie en Amérique latine. On en est resté quatre siècles à cette structure. Il y avait pourtant un point où à mon avis, selon toute apparence cette structure devait se rompre : c'est au moment où les pays ont commencé à s'industrialiser, car rien ne s'opposait autant en apparence, à la

structure agraire, arriérée, périmée, féodale que l'industrialisation. Pourquoi ? Parce que dans les pays comme le mien, l'industrie n'a aucune chance d'être prospère, vraie, authentique et indépendante, d'autant plus qu'avec une structure agraire féodale, on n'a pas de matières premières suffisantes pour l'industrie, car elles sont produites à un prix prohibitif. En effet, la productivité de l'Amérique latine est la plus basse du monde, car les grands latifundia ne sont pas techniquement équipés, ils ne cultivent qu'une petite surface et par des procédés très arriérés, d'où cette productivité très basse qui freine l'industrie au Brésil, qui est pourtant le pays le plus industrialisé de l'Amérique latine. C'est cependant une industrie artificielle, parce que ses produits sont les plus chers du monde. Nous avons treize compagnies de voitures, pour fabriquer des automobiles, treize compagnies différentes, mais une voiture au Brésil coûte quatre fois plus qu'en France et cinq ou six fois plus qu'en Angleterre et aux Etats-Unis. Donc tout cela est artificiel, ce n'est pas vrai, parce que les matières premières sont tellement chères que l'ouvrier pour vivre doit avoir un salaire qui rend l'industrie si onéreuse qu'elle ne peut pas tenir. Il n'y a qu'une alternative : ou tuer l'ouvrier de faim, ou tuer l'industrie. En général, c'est moitié, moitié. C'est dans cet esprit-là que les industriels devraient réagir contre les structures agraires. Pourquoi n'ont-ils pas réagi ? C'est à cause d'un paradoxe. Dans le monde entier, les groupes de l'économie industrielle s'opposent à l'économie agraire, mais pas en Amérique latine parce que en vérité l'industrie de l'Amérique latine est très faible, elle n'a ni expression politique, ni pouvoir. Ce qu'il y a, ce sont les grands trusts de l'industrie internationale qui combattent l'industrie nationale avec leur allié de toujours, le propriétaire agraire. L'Amérique latine, jusqu'à aujourd'hui, obéit à ce régime féodal et voilà pourquoi les points les plus critiques dans la grande lutte qui sévit maintenant en Amérique latine, entre les forces de progrès, les forces pour le changement, les aspirations à des réformes et les forces de contention du progrès qui retiennent, qui arrêtent tout, la grande lutte se trame autour des réformes agraires, car c'est avec les structures agraires qui existent en Amérique latine que les minorités privilégiées détiennent encore le pouvoir, et le double pouvoir : économique et politique. Si on change les structures agraires de l'Amérique latine on aura tout changé. L'Amérique latine ne sera plus l'Amérique latine, ce sera le continent de l'avenir, mais ce n'est pas facile parce que la résistance là est très forte.

Nous arrivons donc à la réalité actuelle de l'Amérique latine qui est un continent affamé, un continent misérable, un continent de souffrance, mais en même temps un continent révolté, un continent de désespoir parce qu'il a pris conscience de cette réalité. Entre la première découverte des Espagnols, il y a quatre siècles, et la deuxième découverte faite il y a quelques années par les Américains, l'Amérique latine s'est découverte elle-même. Les peuples de l'Amérique latine, aujourd'hui, on conscience de cette réalité. On raconte qu'un latino-américain se trouvait dans une file pour aller voter. Quelqu'un venait le tenter et lui disait : « Toi pauvre diable affamé, pourquoi ne votes-tu pas pour le gouvernement ? Je te donne dix pièces de ta monnaie » (des cruzeiros ou des pesos). Comme il ne répondait rien, l'autre insistait et disait : « Je t'en donne vingt, cinquante, cent » et lui montrait la monnaie. Alors l'homme s'est révolté et il a dit non. Pourquoi ? « Parce que le maître de ma faim c'est moi-même ! ». Ils ne ven-

dent pas leur faim, et c'est là la grande force de l'Amérique latine. C'est cette conscience, cette prise de conscience qui, à mon avis, est la grande possibilité qui reste à l'Amérique latine, car je ne crois pas que la coopération internationale et tout spécialement l'Alliance pour le Progrès soit capable de transformer cette réalité de l'Amérique latine. L'Alliance pour le Progrès ne fonctionne bien dans l'esprit de ces propos que dans un pays, c'est dans mon pays, le Brésil. Au Brésil, l'Alliance pour le Progrès travaille magnifiquement, car l'Alliance pour le Progrès, au Brésil, si vous traduisez en portugais son titre, se dit : « *Alliança para o progresso* » et comme le mot « para » signifie en portugais à la fois : « pour » et « arrête », car le verbe arrêter c'est « *parar* », l'Alliance pour le Progrès, c'est l'Alliance qui arrête le progrès. Là, ça fonctionne magnifiquement, elle l'a bien arrêté, vous l'avez constaté récemment. Or c'est dans cet esprit-là qu'il faut voir le reste. L'Alliance pour le Progrès a prescrit les réformes agraires auxquelles a fait allusion Claude Julien, eh bien mon pays a été bouleversé par un coup d'Etat militaire, précisément parce qu'il a essayé, dans l'esprit de l'Alliance pour le Progrès, une réforme agraire. Tous les leaders qui font des tentatives de réforme agraire sont considérés comme des séditeux et des agitateurs. J'ai eu la malchance de présenter au Parlement, quand j'étais député fédéral du Brésil, quatre projets de réforme agraire, on m'a cassé mes droits politiques parce que je n'étais pas conciliant et que j'avais osé faire cette bêtise. D'autant plus que j'ai proposé un projet de réforme agraire que la Commission de Justice a été forcée d'accepter selon la Constitution. En général quand on présentait un projet de réforme agraire, le Parlement — qui est très représentatif du pays, car il représente toutes ces minorités de privilégiés qui font élire tous les députés — à la grande majorité, ne laissait jamais approuver le projet car il faisait toujours appel au fameux article 147 de la Constitution, qui est le plus privatif du monde et qui dit : « Pour procéder à une réforme agraire et à l'expropriation de la terre, il faut la payer avant, au juste prix et en argent ». Les Etats-Unis eux-mêmes ne pourraient faire une réforme agraire dans ce cas, parce que si le gouvernement commence à acheter des terres, le juste prix, où va-t-il s'arrêter ? Quel est le juste prix, sur le prix des marchés ? Or qu'est-ce que j'ai proposé dans mon projet ? C'était de payer, d'accord avec la Constitution, en argent, avant, et au juste prix. Ainsi on ne pouvait pas protester. Seulement, j'avais ajouté un paragraphe où j'établissais quel est le juste prix. Je disais : « le juste prix, c'est le prix auquel le propriétaire même de la terre estime celle-ci. Comment sait-on quelle est pour lui la valeur de la terre ? C'est celle qu'il a déclarée pour payer ses impôts. J'ai donc présenté ce projet, mais il a disparu, et moi aussi.

En conclusion, à mon avis, l'Amérique latine va où elle est en train d'aller, où va le monde, car le monde traverse une période de transformation radicale. Le monde est en révolution partout et même dans le cadre des révolutions, notre révolution actuelle est révolutionnaire, parce qu'elle est universelle, le monde change, l'homme qui a le sens de la mesure de toute chose, pour vivre à l'ère atomique, cette ère qui a débuté il y a quelques années, doit changer, car s'il ne change pas, il ne survivra pas. L'homme n'est absolument pas équipé pour vivre dans une atmosphère de radio-activité et c'est tellement vrai que physiologiquement l'homme sent la chaleur, sent la douleur, mais il ne sent rien dans les radiations atomiques, il meurt sans rien sentir parce

que c'est un animal pré-atomique. Il faut changer, s'adapter pour vivre dans cette atmosphère atomique. L'homme a aujourd'hui la même attitude que les dinosaures, ces grands sauriens qui ont disparu quand l'atmosphère, après l'ère carbonifère, a changé dans le monde. C'était l'animal le plus fort et le plus grand du monde, on le montre encore au cinéma, vous le voyez énorme et fort. Il a disparu, pourquoi ? Parce qu'il n'a pas été capable de s'adapter. Il se nourrissait de la végétation exubérante d'alors, qui a disparu parce qu'il n'y avait plus assez de gaz carbonique dans l'atmosphère. Il aurait fallu alors qu'ils mangent quatre jours pour se nourrir un jour, comment peut-on faire cela ? C'est évidemment impossible. Ils auraient dû changer d'habitudes, mais ils n'ont pas changé et ils sont morts, parce qu'ils avaient énormément de muscles et une tête très petite. C'est là l'homme actuel : l'homme est en train de disparaître parce qu'il dispose de la force atomique, sans que sa pensée soit à la hauteur de cette force. C'est Einstein qui a dit : « Si l'homme veut survivre il doit repenser le monde ». Or repenser le monde, c'est réformer le monde, d'où la grande angoisse des générations actuelles, cette génération que j'appelle la génération atomique. Pourquoi est-elle angoissée ? Parce que les autres générations — la mienne par exemple, je suis pré-atomique — avaient comme préoccupation de refaire le monde, tandis que la génération actuelle a une tâche beaucoup plus grave que celle de refaire le monde, elle doit éviter que le monde ne soit détruit, il faut transformer son économie, qui est une économie de guerre, en une économie de paix. On n'y arrivera que par l'équilibre ce qui signifie en finir avec les misères, comme ce continent du désespoir qu'est l'Amérique latine, avec l'injustice sociale qui fait qu'un homme né dans le monde sous-développé a sept fois moins de chance de survivre que celui qui est né dans un pays bien développé, car la mortalité infantile est sept fois plus grande dans nos pays que dans les vôtres, à vous Européens. Or cet état de choses va changer parce que tout le monde a conscience de cette réalité, et cette conscience conduira à une solution, car je suis d'accord avec Bertrand Russell quand il dit : « Les circonstances créent l'objectivité. Quand on n'est pas forcé par les circonstances, on peut divaguer, ou bavarder, faire de ces bavardages auxquels faisait allusion Claude Julien sur les réformes agraires, mais il y a un moment où l'on ne peut plus faire de bavardages. L'exemple que donne le philosophe anglais me semble très lucide. Il dit : « Vous passez toute votre vie à discuter si le lion est un animal agressif ou non, s'il est paresseux, s'il ne mange que des animaux, s'il attaque ou non, mais si vous rencontrez le lion à quatre mètres de vous, ou vous le tuez, ou il va vous manger ». L'objectivité se crée par les circonstances. Le monde d'aujourd'hui est acculé par la révolte des peuples affamés, des peuples misérables qui ont conscience de cette réalité. Le monde dans lequel nous vivons est un monde divisé en deux groupes : ceux qui ne mangent pas, les deux tiers de l'humanité, et les autres, ceux qui ne dorment plus, les riches, de peur de la révolte de ceux qui ne mangent pas. Or, cette conscience de l'Amérique latine va être, à mon avis, le sommet de la révolte des années à venir. Donc la révolution en Amérique latine n'est pas une chose lointaine, la révolution en Amérique latine est une réalité en marche. Ce n'est pas une prophétie, je déteste les prophètes, j'aime les hommes qui manipulent la réalité et nous avons assez de force et de conscience aujourd'hui pour bâtir notre avenir. Les peuples de l'Amérique latine sont en train de bâtir l'avenir de ce continent.

OU EN EST LA RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE LATINE ?

DISCUSSION

Réponses aux questions posées aux orateurs

Juan ARCOCHA

Yves Jouffa, Président de la séance

Dépassant un peu l'objectivité du Président, j'aurai une question qui me brûle la langue, à poser à l'Attaché de presse de l'ambassade de Cuba, c'est qu'il veuille bien nous parler des rapports économiques que nous voyons actuellement se créer entre son pays et l'Espagne de Franco et nous les justifier. Je sais que les Français n'ont de leçon à donner à personne sur ce point, étant donné l'attitude de notre gouvernement, mais je dois dire à notre ami que c'est un problème qui préoccupe les démocrates et les socialistes français et nous aimerions qu'il nous donne une explication à ce sujet.

Pourquoi faisons-nous du commerce avec l'Espagne ? La réponse est simple : parce que l'Espagne veut bien nous vendre des choses dont nous avons extrêmement besoin, et il n'y a pas beaucoup de pays qui osent nous vendre ces choses-là. Je dois dire en faveur de la France que la France nous aide beaucoup avec le commerce qu'elle fait avec nous, mais on peut compter avec les doigts d'une main les pays qui osent se compromettre en faisant du commerce avec ce pestiféré du monde qui est Cuba.

La construction du socialisme à Cuba pourra-t-elle progresser si la révolution politique ne s'étend pas au continent américain ?

Bien sûr, il serait très commode pour nous que la révolution politique s'étende à tout le continent américain ; l'exemple de Cuba dont parlait Vargas aurait produit des fruits merveilleux et ce serait très facile, mais enfin admettons la possibilité que la révolution politique ne s'étende pas en Amérique latine. Je pense, quand même, que la construction du socialisme peut avoir lieu, pourvu qu'on nous laisse tranquilles, qu'on nous laisse exister, je rattache cette question à une autre :

Pensez-vous que la révolution cubaine puisse s'assurer un développement socialiste dans le cadre de la coexistence pacifique entre les deux blocs ?

Je ne sais pas comment interpréter cette question, j'ai l'impression qu'elle a des implications plus ou moins idéologiques et il y a le problème de la coexistence pacifique entre les blocs. La coexistence pacifique, pour nous, est une chose très intéressante. Nous voulons la coexistence pacifique pour Cuba, c'est la chose qui nous intéresse le plus. Par exemple, il y a un an, à peu près, on a signé un traité, presque toutes les puissances du monde se sont accordées pour interdire les essais nucléaires, pour assurer la coexistence pacifique dans le monde et Cuba n'a pas signé ce traité. Ceci nous a été reproché assez souvent, mais nous avons un point de vue assez particulier, nous sommes, bien sûr, tout à fait pour la coexistence pacifique de tous les pays du monde, pas seulement des blocs, nous sommes contre la guerre, mais nous ne voulons pas être exclus de cette coexistence, nous pensons que Cuba étant un pays si petit, qui pose si peu de problèmes au monde, si la volonté de coexistence pacifique est vraie et sincère dans le monde, la meilleure façon de le prouver est de commencer par coexister avec Cuba. Le jour où nous aurons la preuve qu'on nous laisse, nous, coexister, alors nous croirons à la coexistence pacifique dans le monde, mais si un jour nous sommes écrasés par un débarquement d'un demi million de soldats d'une nation quelconque, si nous subissons un bombardement de mille avions de même provenance, je ne sais pas comment nous pourrions après réfléchir à la coexistence pacifique.

Juan Arcocha peut-il nous faire un court historique des étapes de la réforme agraire et faire un bilan de la situation actuelle ? Quel a été l'horizon de chacune de ces étapes, les causes et les buts de ces étapes ?

J'essaierai de résumer le plus possible la question de la réforme agraire à Cuba qui est longue à exposer. Enfin le but principal de la réforme agraire à Cuba, je crois que vous le connaissez après avoir entendu Josué de Castro. Une réforme agraire s'imposait à Cuba, comme elle s'impose n'importe où en Amérique latine : il y avait trop peu de gens qui possédaient trop de terres et il a fallu arranger cela. Disons que la première étape de la réforme était un peu primitive, si vous voulez. On a nationalisé beaucoup de terres suivant justement la méthode que Josué de Castro avait employé pour déposer son projet de loi et on avait la même notion du juste prix. Comment évaluer les terres ? Il a fallu faire des déclarations d'impôts, les propriétaires eux-mêmes ont déclaré la valeur et leurs terres et c'est ce qu'on leur a payé. Bien sûr c'était un scandale énorme, on a crié : « au vol » et les difficultés ont commencées, mais enfin cette réforme agraire laissait aux propriétaires un maximum ou un minimum, si vous voulez, de 30 caballerias, 500 hectares, à peu près, c'était le maximum qu'on pouvait avoir. On a aussi crié : « au vol » à Cuba, c'est injuste qu'on nous laisse si peu de terre ! Un jour j'étais avec des amis, à la piscine de l'hôtel « Habana Libre » à La Havane qui à l'époque s'appelait encore « Havana Hilton » et on discutait à propos de la réforme agraire. Il y avait un monsieur suisse qui prenait un bain de soleil à côté de nous; il ne comprenait pas très bien ces histoires de caballerias, les mesures cubaines, il a demandé une explication à tous ces gens

qui se plaignaient qu'on leur laisse seulement 30 caballerias. Quand on a fait la réduction en hectares, le suisse a dit, mais ça, c'est plus grand qu'un canton !... A ce moment-là la discussion s'est terminée.

Le premier but de cette première étape de la réforme agraire, c'était de donner des terres à ceux qui n'en avaient pas. On a décidé que ceux qui travaillaient la terre sans en être propriétaires, la terre, à partir de ce moment-là, leur appartiendrait; on a divisé la propriété de la terre à Cuba en deux grandes catégories; d'une part il y avait les petits propriétaires qui avaient des propriétés de 75 hectares maximum et puis d'autre part les grands propriétaires qui conservaient ce qui leur restait de terre et finalement on a essayé de lancer des coopératives et des fermes d'Etat. Je voudrais ne pas me lancer là-dessus parce que c'est très compliqué. Enfin on a commencé l'expérience des coopératives et des fermes d'Etat. Un exemple pratique : imaginez une énorme ferme dans laquelle on pratiquait l'élevage du bétail. Si on distribuait ces terres entre les cinq ou dix travailleurs qui s'occupaient du bétail, alors ils devenaient d'un coup milliardaires, ces grandes extensions de terre consacrées à l'élevage, surtout à la canne à sucre, on en a fait des fermes d'Etat. Par la suite, une deuxième étape de la réforme agraire, on a trouvé que les coopératives normales fonctionnaient moins bien que les fermes d'Etat, donc on a commencé à pousser la transformation de ces coopératives en fermes d'Etat. Pourquoi allaient-elles moins bien ? Parce que les ouvriers qui travaillaient dans les fermes avaient un salaire assuré, l'Etat leur construisait des maisons et les membres des coopératives bien qu'ils fussent propriétaires de la terre, se trouvaient un peu frustrés parce qu'ils n'avaient pas un traitement fixe, ça dépendait des résultats de la récolte à la fin de l'année, et puis l'Etat ne construisait pas leur maison et ne leur prêtait pas d'argent, etc... Au bout d'un an ou deux, presque toutes les coopératives étaient transformées en fermes d'Etat. Il y a un an, il y a eu une deuxième réforme agraire qui en réalité est une troisième étape de notre réforme agraire. On a encore repris des terres aux propriétaires particuliers et on a laissé un maximum de 5 caballerias, c'est-à-dire 75 hectares aux propriétaires privés. Quelle était la raison principale de cette nouvelle nationalisation ? C'était un espèce de sabotage de ces propriétaires moyens (ce serait plutôt de grands propriétaires en Europe mais chez nous c'étaient des propriétaires moyens) qui sabotaient systématiquement la production. Ils possédaient encore un pourcentage très élevé des terres du pays et la production était un peu en arrêt à cause de cette résistance des propriétaires de terrains à la nationalisation et à la politique du gouvernement. Maintenant que les réformes agraires se sont arrêtées, les petits propriétaires conservent leurs terres ainsi que les petits paysans, c'est comme cela que la terre est distribuée maintenant.

On m'a demandé de faire le bilan de la situation actuelle.

Si la situation actuelle n'est pas très brillante, elle se présente quand même assez bien. Je vous parlais tout à l'heure des erreurs que nous avons commises, des difficultés que nous avons; la réforme agraire, peut-être aurait-elle pu marcher un peu mieux, mais là nous rejoignons les difficultés dont je vous parlais aussi, pour construire le socialisme. Donc, toutes ces terres ont été nationalisées, apparemment il n'y avait rien d'autre à faire, vu la résistance des grands propriétaires à n'importe quelle mesure prise par

le gouvernement. Notre production agricole a été en grande partie dirigée, travaillée, impulsée par des camarades qui étaient pleins de bonne volonté mais qui ne connaissaient pas grand chose de l'agriculture. Il a fallu improviser énormément de cadres. L'agriculture cela ne dépend pas de l'enthousiasme, cela dépend plutôt de l'efficacité et des connaissances des gens. Maintenant je pense que nous commençons à sortir de cette mauvaise situation parce que, après toutes les improvisations, après toutes les erreurs, finalement nous avons une expérience que nous n'avions pas il y a six ans; si nous l'avions eu, les résultats auraient été bien plus brillants, mais enfin nous pouvons dire que la réforme agraire, à Cuba, se porte assez bien.

Quel est le rôle de la classe ouvrière dans la révolution cubaine ?

Je ne voudrais pas vous répondre par un lieu commun, mais vous savez bien que dans une révolution socialiste la classe ouvrière a un rôle capital. Nous ne sommes pas une exception. Vous vous demanderez peut-être comment, dans un pays qui n'est pas industrialisé, la classe ouvrière peut avoir un rôle important. Bien que nous ne soyons pas encore un pays industriel, nous avons l'industrie du sucre et des centaines de milliers d'ouvriers qui y travaillent et qui, en réalité, ne sont pas des paysans, mais des ouvriers agricoles. L'économie du pays est basée sur la classe ouvrière et la classe ouvrière cubaine a aussi un autre rôle très important puisqu'elle forme les milices ouvrières et paysannes qui nous défendent contre les agressions possibles et qui se sont assez bien battues au moment de l'invasion de la baie des Cochons.

Claude JULIEN

Le Président Yves Jouffé

Claude Julien va maintenant répondre à un certain nombre de questions, mais je dis tout de suite à l'auditeur qui lui a demandé un tableau d'ensemble des forces révolutionnaires, de leurs actions et de leurs perspectives dans les différents pays d'Amérique latine que la réponse à sa question sera forcément courte, sans cela nous serions entraînés à une nouvelle séance et sans doute à rester très longtemps.

On peut faire quelques remarques d'ordre général sur les forces révolutionnaires en Amérique latine. Nous avons appris que le Président du Parti communiste brésilien, Carlos Prestes, a été obligé d'abandonner ses fonctions, au profit d'un élément plus jeune. Or l'histoire du parti communiste brésilien est à l'image de l'histoire de plusieurs partis communistes d'Amérique latine. En gros, je pense qu'on peut dire honnêtement ceci : une politique de coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest entraîne nécessairement à l'intérieur de ces pays du Tiers-Monde, une politique de coexistence pacifique entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent rien, entre les oppresseurs et les opprimés. Imaginez, par exemple que, à la suite d'une guerre insurrectionnelle au Vénézuéla, le régime en ce pays change, que le socialisme s'instaure au Vénézuéla, à la suite d'une simple lutte des classes, à l'intérieur des frontières du Vénézuéla, sans aucune ingérence étrangère. C'est du même coup l'ensemble des ressources du Vénézuéla, en particulier le pétrole, qui passe du

camp occidental au camp socialiste. Croyez-vous que, devant cette situation, les Etats-Unis resteraient silencieux et immobiles ? Evidemment, non, il est assez normal qu'une politique de coexistence pacifique sur le plan international entraîne une politique de coexistence pacifique à l'intérieur d'un pays. Autrement une politique de lutte de classes à l'intérieur d'un pays risque de bouleverser l'échiquier international. Le parti communiste vénézuélien a cependant estimé qu'il pouvait violer cette règle implicite de la coexistence pacifique et il est le seul parti communiste d'Amérique latine qui se soit lancé dans la lutte insurrectionnelle, non pas isolément, mais avec d'autres, en particulier le M.I.R. (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire). Les autres partis communistes d'Amérique latine sont restés très sages, ont poursuivi leurs activités à peu près normales sans oser déclencher, malgré l'exemple de la révolution cubaine, une action insurrectionnelle. Cependant, dans plusieurs pays, des mouvements révolutionnaires insurrectionnels sont nés. J'ai parlé du Vénézuéla avec le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire; le même M.I.R. existe au Pérou; de même que, dans un pays comme le Brésil, les ligues paysannes de Francisco Juliao, dont parlait Josué de Castro, tout à l'heure. Ces ligues paysannes qui n'ont pas déclenché l'insurrection, étaient cependant en train de s'organiser en vue d'une épreuve de force. Malheureusement, lorsque l'épreuve de force a éclaté, les ligues paysannes se sont trouvées très affaiblies et leur leader est aujourd'hui en prison. Il faudrait, sans doute, aussi tenir compte des groupes encore très peu connus, encore clandestins, composés surtout de jeunes qui s'organisent dans plusieurs pays. Cela peut ne pas faire grande impression quand on les voit de l'étranger, mais rappelez-vous qu'en 1956-57 Fidel Castro, pour beaucoup de gens, était un personnage romantique, un petit étudiant qui s'agitait dans la montagne. Beaucoup de gens ne pensaient pas encore qu'il réussirait sa révolution. Il existe des groupes semblables à ce qu'était alors le Mouvement du 26 juillet à Cuba, dans d'autres pays d'Amérique latine; leur destin est fonction des événements; il suffit de peu de chose, une rafle de police, une opération militaire bien dirigée pour changer leur avenir.

La réponse à cette question, je pense, suffit aussi pour une autre question : Peut-on connaître les lignes directrices de la stratégie révolutionnaire sur le continent sud-américain ?

Je voudrais simplement préciser ceci : dans un pays, par exemple le Chili, dont Mario Vargas a parlé, où un gouvernement qui a promis des réformes extrêmement radicales vient d'être élu, les chances d'une action insurrectionnelle sont faibles; ailleurs, les chances d'une action insurrectionnelle sont peut être faibles à cause de l'efficacité, de la pesanteur de l'appareil de répression.

Une autre question est posée sur la réforme agraire au Vénézuéla.

En effet la réforme agraire au Vénézuéla, dont on a fait grand bruit et dont les américains, en particulier, ont célébré la louange, est loin d'être une véritable réforme agraire, d'abord par l'ampleur qui lui a été donnée : d'après un projet de loi, cette réforme agraire ne pouvait en rien briser la structure féodale, la structure de la propriété foncière du pays. La réforme agraire prévue par Bétancourt au Vénézuéla devait donner des terres à 200.000 familles; on peut admettre que, en gros, ces deux cent

mille familles ont, d'un manière ou d'une autre, reçu des terres. Mais une réforme agraire ne peut pas être une simple distribution de terre, or le Vénézuéla n'a pas donné aux paysans auxquels il donnait les terres les moyens de les cultiver. Ces moyens sont bien sûr la compétence, et les paysans sans terre ne sont pas nécessairement très compétents pour bien cultiver leur terre. Mais il y a plus; il faut aussi un peu d'argent pour avoir d'une part des semences ou le bétail de démarrage et un certain matériel indispensable. Les terres ainsi distribuées au Vénézuéla, sans que les moyens de les cultiver soient donnés aux paysans, étaient des terres appartenant à l'Etat sous des formes diverses; les paysans qui les ont reçues en partage, n'ayant pas le minimum d'argent nécessaire pour acheter semence ou équipement, ont dû, dans bien des cas, hypothéquer une partie ou la totalité de ces terres. Et ainsi, c'est l'aberration d'une telle réforme agraire, ces terres qui étaient propriété d'Etat au départ, par le jeu des hypothèques sont revenues aux mains des grands propriétaires fonciers. Je disais, au début de cette soirée, que bien souvent l'Alliance pour le Progrès avait été une alliance, non seulement sans progrès, mais qui souvent aggravait la situation; dans le cas de la prétendue réforme agraire du Vénézuéla, c'est particulièrement clair.

Il est une autre question, extrêmement longue dans sa formulation. Je ne voudrais pas vous la lire, mais en gros, elle présume que j'ai une certaine sympathie pour le capitalisme réformiste de l'équipe Kennedy et que j'essaie de le dissocier du capitalisme agressif que peuvent représenter d'autres hommes politiques américains, quels qu'ils soient.

La question en fait est celle-ci : Croyez-vous qu'on puisse s'appuyer sur le capitalisme le plus intelligent, le plus ouvert, favorable à quelques réformes, pour le dissocier du capitalisme le plus obtus, le plus stupide, le plus retardataire ?

Je ne vois guère ce que l'on peut répondre à cela, car il est bien évident que de toute façon, nous l'avons, je crois, tous dit à cette tribune, ce n'est pas dans le cadre d'un capitalisme que l'on brisera la structure agraire et la structure économique de l'Amérique latine. Il n'y aura pas de véritable transformation, de véritable libération sans bouleversements de ces structures qui supposent une orientation socialiste. Il est certain que les formes de socialisme qui s'instaureront en Amérique latine seront différentes selon les pays et les ressources des pays. Je crois que tout ce que je peux dire, c'est que les deux formes du capitalisme sont vouées à peu près au même résultat. Peut-être cependant peut-on dire que le capitalisme dit intelligent, ouvert, comme celui que Kennedy a représenté avec l'Alliance pour le Progrès, n'a pas, à mon sens, c'est une opinion personnelle, retardé le processus révolutionnaire en Amérique latine, au contraire, il l'a accéléré en faisant la preuve de son impuissance bien qu'il fût théoriquement intelligent.

Pensez-vous qu'à plus ou moins long terme l'économie capitaliste américaine pourrait s'accomoder d'une émancipation économique par des voies socialistes de l'Amérique latine ? En d'autres termes, l'impérialisme est-il nécessaire aux Etats-Unis où n'est-il qu'un phénomène marginal ? Pourra-t-il tolérer la révolution latino-américaine sans réagir très violemment ?

La réponse est simple, les Etats-Unis, pour leurs matières premières, pour leurs métaux, ne se suffisent à eux-mêmes que pour

deux produits : le molybdène et le magnésium. Pour tout le reste, ils doivent importer, qu'il s'agisse du chrome, du fer, du nickel, etc. Comme le disait Josué de Castro tout à l'heure, en plus, les Etats-Unis ont d'énormes excédents agricoles : si l'on arrêta toute l'agriculture américaine aujourd'hui, les Etats-Unis ont dans leurs stocks de quoi vivre eux-mêmes pendant trois ans. Avec cette situation, alors que toute l'industrie américaine, le niveau de vie des Américains, c'est-à-dire leurs automobiles, leurs réfrigérateurs, leurs machines à laver, leurs appareils de télévision, etc. les Etats-Unis, pour tout cela, dépendent d'importations en provenance de pays du Tiers-Monde. Il y a longtemps que leurs propres gisements, ferreux par exemple, sont presque épuisés, que leurs gisements de charbon sont aussi presque épuisés et qu'ils importent tout cela, ainsi que tous les minerais dont ils ont besoin : bauxite, pétrole etc. L'Amérique latine n'est pas pour les Etats-Unis le seul réservoir de matières premières, bien entendu il y en a d'autres, mais l'Amérique latine est l'un de ces réservoirs extrêmement importants. Ces matières premières, non seulement leur sont indispensables pour produire ce que le peuple américain consomme, mais ces matières premières leur sont indispensables pour maintenir le niveau de vie du peuple américain au niveau où il est, étant donné qu'ils achètent à vil prix les matières premières et que les spéculations sur les matières premières enrichissent plusieurs secteurs de la société américaine. Dans ces conditions il est évidemment impensable que les Etats-Unis acceptent sans réagir privés de leur accès à ces matières premières, sans lesquelles le mode de vie américain ne serait plus qu'une expression complètement vide de sens.

Mario VARGAS LLOSA

On m'a posé deux questions qui, je crois sont étroitement liées. Quelle est la position des groupes révolutionnaires latino-américains vis-à-vis du conflit sino-soviétique ? Quelle est la position des organisations révolutionnaires vis-à-vis de la révolution par les voies pacifiques ?

La réponse sera très brève, je crois qu'en Amérique latine comme partout, le conflit sino-soviétique a eu des répercussions très importantes pour les partis communistes. Il y a eu des discussions et aussi des scissions, c'est le cas, par exemple du Brésil, où il y a maintenant deux partis communistes, c'est le cas aussi du Pérou, où il y a un parti communiste pro-soviétique et un autre pro-chinois. Je crois que dans certains pays où il n'y a pas eu de scission, il y a eu la formation d'organisations pro-chinoises comme c'est le cas au Chili, mais justement au Chili, malgré l'existence des deux organisations communistes séparées en raison de ce conflit, leur position n'est pas tellement irréductible parce que les organisations pro-chinoises ont soutenu la candidature de Salvador Allende aux dernières élections. Cela montre assez bien comment les organisations révolutionnaires latino-américaines, en tirant la leçon de beaucoup d'erreurs commises dans le passé, ont compris que les problèmes fondamentaux qu'ils doivent affronter maintenant ce sont les problèmes que leur pose leurs propres réalités. Dans le passé les partis communistes dans la plupart des pays latino-américains ont été très limités, ils ne se sont pas beaucoup développés à cause des

erreurs commises, à cause d'un certain mimétisme vis-à-vis de l'U.R.S.S. Cela leur a fait suivre une conduite qui n'était pas déterminée par le pays dans lequel ils agissaient. Je crois que maintenant cela commence à changer, c'est pour cela que le conflit idéologique sino-soviétique ne se posera pas comme un problème important pour des partis communistes qui ont un problème fondamental à résoudre qui est celui de la révolution latino-américaine. Et c'est là que vient la question : Quelle est la position des organisations révolutionnaires vis-à-vis de la révolution par les voies pacifiques ? Je crois qu'on ne peut pas donner une seule réponse, valable pour tous les pays latino-américains parce que, comme je le disais avant, les conditions historiques, économiques, sociales et politiques ne sont pas les mêmes partout, elles sont même très différentes. Aussi comme il est très difficile de concevoir une révolution pacifique, graduelle par élections, dans les pays où il y a des dictatures, comme c'est le cas du Paraguay, de Haïti, pays où forcément la révolution aura une forme violente, il est aussi très difficile de concevoir dans des pays démocratiques comme l'Uruguay, ou le Chili, au moins dans un avenir immédiat, une lutte insurrectionnelle. Il y a aussi, je crois, le problème géographique qui se pose. Un politicien Uruguayen disait, il y a quelques jours, ici : « La Sierra Maestra de l'Uruguay serait la seule colline qu'il y ait dans le pays et qui a 200 mètres de hauteur... ». Donc cela se terminera dans chaque pays d'une façon différente. Je crois qu'il faut tenir compte aussi du degré de maturité politique de chaque bourgeoisie qui n'est pas le même. Il y a des bourgeoisies latino-américaines qui sont plus intelligentes que les autres qui se rendent compte que leur égoïsme, leur négation devant les concessions précipitera plus rapidement leur ruine, il y a des bourgeoisies comme la bourgeoisie chilienne, par exemple qui est beaucoup plus ouverte que la bourgeoisie péruvienne qui est peut-être la plus égoïste, la plus bête de l'Amérique latine. Je pourrais vous citer comme exemple ce qui s'est passé, il y a quelques années, quand le directeur de l'Institut « Economie et Humanisme » en France, le Père dominicain Lebrat est allé au Pérou et après avoir parcouru le pays a donné ses impressions aux journalistes, il a été chassé du pays immédiatement et accusé de communiste, par tous les journaux, et d'agitateur. Un Père dominicain ! Evidemment, devant une oligarchie, si fermée, si hostile à toute concession et à toute réforme, il est très difficile de concevoir une révolution pacifique. Mais par contre la question se poserait différemment dans d'autres pays plus évolués et avec des classes dirigeantes plus ouvertes.

Josué de CASTRO

On m'a adressé trois questions auxquelles je vais essayer de répondre. Je crains que ce soient des questions très complexes, et qu'il me soit très difficile d'y répondre, non à cause de leur substance, mais à cause du temps. Il faudrait faire presque une conférence et peut-être un cours pour répondre aux inquiétudes contenues dans ces questions. Enfin, je vais essayer de résumer certains aspects qui représentent une réponse à ces préoccupations.

Quelle est l'issue envisagée actuellement par les Brésiliens pour se libérer du sous-développement ? Vous avez dit tout à

l'heure que l'aide étrangère n'est pas une solution parce qu'au lieu d'aider, elle conduit le pays à un plus grand retard.

Je dirai que l'intervention des Etats-Unis est le principal obstacle au développement du pays, êtes-vous d'accord ? Dans ce cas, comment en sortir ? Quel en est le moyen ? Eh bien, à cette question, je répondrai que vraiment je considère que l'aide ne peut pas apporter de solution. D'ailleurs, je vais résumer cette réponse en expression qu'a utilisée le sociologue Tibor Mende, quand il a parlé dans un de ses livres, de l'aide internationale. Il lui donne pour titre : « l'aide qui n'aide pas » or, « l'aide qui n'aide pas », c'est vrai, c'est l'aide internationale qui ne peut pas aider pour trois raisons. Premièrement : elle est insuffisante; deuxièmement : elle n'est pas bien appliquée, et troisièmement : même quand elle est bien appliquée dans un pays, elle ne l'est pas pour défendre l'intérêt des pays, mais celui de petits groupes. Donc par l'aide, on n'arrive à promouvoir qu'un progrès que j'appelle : « le progrès de type colonial ». C'est là la différence entre le vrai progrès économique et le progrès de « type colonial ». Le vrai progrès économique serait l'intégration du peuple dans la richesse du pays et la richesse du pays dans le système de la richesse mondiale. Or cela n'arrive pas. L'aide s'occupe de développer, quand elle est bien appliquée, certains secteurs qui sont la propriété de certains groupes; l'aide de « type colonial » n'augmente pas les bénéfices pour la masse de la population, elle est toujours marginalisée. C'est donc un petit groupe allié aux capitaux internationaux et aux trusts internationaux qui en profitent, ce n'est pas le vrai développement auquel aspirent les masses des pays de l'Amérique latine. Ce qu'elles veulent avant tout, c'est s'intégrer. Ce qui se passe dans un pays comme le mien, le Brésil, le problème tragique de la grande crise qui y sévit, c'est que les masses ont été intégrées à la vie politique du pays, elles ne sont pas intégrées à la vie économique. Pourquoi et comment sont-elles intégrées à la vie politique ? Parce que bien qu'elles soient analphabètes dans leur majorité, 50 à 70 %, cela ne veut pas dire qu'elles ne comprennent pas les problèmes politiques, au contraire : elles les comprennent parce qu'elles sont bien informées. Les gens qui savent lire et qui savent les choses peuvent savoir et ne pas comprendre. On sait beaucoup de choses qu'on ne comprend pas, mais on comprend toujours quand on vit les choses. Ces gens vivent le problème et un exemple que l'analphabétisme n'est pas une limitation de la capacité de choix politique, c'est que la région du Brésil où il y a le plus d'analphabètes, le Nord-Est, est aussi la région où la population a la conscience politique la plus nette. La preuve, c'est que les meilleurs gouverneurs du Brésil, c'étaient les gouverneurs du Nord-Est, et la preuve qu'ils étaient les meilleurs c'est qu'ils ont été privés de leurs droits politiques : le gouverneur de Pernambouc et celui de Sergipe. Cela prouve que le fait d'être analphabète ne limite pas la capacité de ces gens de connaître les problèmes; il y a la radio et la télévision, ils voient les images et ils parlent entre eux, ils ont une conscience énorme de la réalité politique du pays, ils participent, ils protestent. Voilà donc la réponse; la grande force sur laquelle les pays de l'Amérique latine en général, et le Brésil en particulier, peuvent compter pour se libérer et s'émanciper de leur sous-développement, c'est la force de révolte de cette population qui a une conscience politique, mais qu'il faut grouper, enrégimenter. Voilà ce qui est difficile; parce que le Nord-Est du Brésil, ma

région, par exemple, est la zone la plus explosive du monde, mais elle n'a pas de détonateur, on n'a pas utilisé cette capacité explosive dans le sens de promouvoir la vraie révolution : on l'a utilisée pour des luttes de groupes, ce qui est différent. Voilà la grande possibilité dont dispose l'Amérique latine pour s'émanciper. Car en matière de développement normal, par les méthodes classiques de l'aide internationale normale, l'Amérique latine est perdue parce qu'elle n'avance pas, elle recule, elle avance comme les crabes, en reculant. Et voilà pourquoi je parle, en Amérique latine et dans mon pays, du cycle du crabe. L'homme mange le crabe, il meurt, il est enterré dans la terre et les crabes le mangent, donc on n'en sort jamais, l'homme, la terre et la boue. Ce sont tous des crabes, ils reculent comme les crabes, ils n'avancent pas et cela on peut le prouver mathématiquement par l'Alliance pour le Progrès qui fait un effort pour développer l'Amérique latine. Théoriquement, l'Amérique latine doit augmenter de 5 % par an son revenu par tête. Or cette augmentation de revenu par tête, dans les pays de l'Amérique latine, c'est un chiffre théorique, parce que le monde bien développé avance aussi de 5 %, mais la différence fondamentale est dans la deuxième partie de l'analyse. Qu'est-ce que 5 % dans un monde sous-développé ? 5 % d'augmentation par exemple dans l'économie des Etats-Unis signifie 100 dollars par an d'augmentation, l'augmentation dans le monde de l'Amérique latine signifie 4 dollars par an. Donc les Etats-Unis et le monde bien développé avancent à grands pas et l'Amérique latine piétine, font des petits pas de danse chinoise. Et cela même serait un miracle, parce que les 5 %, on n'y est jamais arrivé en Amérique latine. L'Amérique latine a un revenu moyen par tête de 2 1/2 %, la moyenne d'augmentation de la population de l'Amérique latine étant de 3 %, l'Amérique latine recule donc de 1/2 % par an, c'est la marche des crabes. Ainsi par le procédé d'aide internationale, aucune solution. Telle est la réponse à cette question, avec quelques chiffres qui parlent mieux que des arguments.

La deuxième question, c'est : Que pensez-vous de la coopération technique ? Croyez-vous que les jeunes des pays européens ont un rôle à jouer dans les pays sous-développés ?

Première partie : la coopération technique. Je ne suis pas très optimiste pour elle parce que malheureusement elle a été très mal conçue. L'aide internationale a été conçue aux Nations Unies avec tous les préjugés qui avaient influencé l'idée de leur création. L'Organisation des Nations Unies, bien qu'elle ait été créée après la dernière guerre mondiale, a été conçue avec tous les préjugés d'avant-guerre et parmi ces préjugés le plus grave est celui de la souveraineté nationale : on ne peut pas toucher à la souveraineté nationale. D'un côté les organismes des Nations Unies ne peuvent pas intervenir dans les bêtises que font les pays parce qu'ils disent : nous sommes souverains ; d'autre part ils ne peuvent pas intervenir dans le sens de ce qui est désirable. Les pays sous-développés demandent l'impossible parce qu'ils n'ont pas conscience de ce qui est nécessaire et les pays riches veulent exporter ce que j'appelle : « leurs utopies d'exportation » qui ne sont bonnes à rien dans les pays sous-développés, parce que cela ne s'encadre pas dans la réalité de ces pays. Donc, il faut établir un dialogue préalable à l'assistance. Tant que nous n'aurons pas ce dialogue en termes vrais, tout est faux dans l'assistance technique, bien que les experts soient les meilleurs du monde. Pendant les quatre ans

où j'ai dirigé la F.A.O., je me suis rendu compte que cet organisme a les meilleurs experts en agriculture du monde. La F.A.O. va compter vingt ans d'existence, la Faim aujourd'hui est beaucoup plus grande qu'il y a vingt ans malgré l'effort des techniciens de la F.A.O., parce que le problème de la Faim n'est pas un problème technique, c'est un problème politique, et les techniciens disent toujours, nous ne sommes pas des politiques, nous ne pouvons rien faire. Le problème est beaucoup plus grave, ce n'est pas un problème de production, c'est un problème de rapport international. Les pays sous-développés n'ont pas du tout besoin d'aide, ils ont besoin de Respect, de respect économique. Si on payait leur travail d'une façon plus juste, si on leur payait pour produire les matières premières de base, les mêmes prix qu'on paye et avec le même respect, aux ouvriers qui produisent les machines et les voitures dans les pays bien développés, le monde tout entier serait bien développé et nous n'aurions pas le spectacle que nous avons aujourd'hui, celui d'un monde qui, à mon avis, est tout entier sous-développé. Car s'il demeure un monde dans lequel les Etats-Unis et le Viet-Nam se trouvent sur la même planète, c'est que le monde est entièrement sous-développé. C'est dans ce sens-là que la solution est ailleurs ; la solution est dans le changement des structures du monde et le changement de la conscience politique du monde qui est forcée de changer. Là, je suis optimiste car la bombe atomique a changé la conscience politique du monde. Comme la bombe atomique est l'arme absolue, contre laquelle on n'a pas de défense, je ne crois pas qu'on puisse jamais lancer, une fois encore, une bombe atomique. Quand on l'a lancée, la première fois, on ne savait pas ce qu'on faisait, ce qui arrive souvent parmi les peuples bien développés. Donc ils ne savaient pas qu'ils faisaient, certainement parce qu'ils ont semé, avec la victoire, la défaite ; après cela, c'est la grande défaite de la civilisation occidentale, qui a commis ce crime. Aujourd'hui on est acculé par cette situation. Avant la bombe atomique et pour trouver une solution aux problèmes du monde, on faisait appel à quoi ? A la guerre. La guerre, c'était la réalité et la paix était une utopie. Il y avait un grand historien anglais qui disait : « Rien de mieux pour l'Empire britannique qu'une bonne guerre de taille moyenne, ni trop petite, ni trop grande, mais une bonne petite guerre, alors cela est l'idéal pour l'économie de l'Empire ». Or, il n'y a aucun homme public d'aucun pays, même le plus fou des candidats dont on parlait dernièrement qui puisse avoir le courage de dire ouvertement que la guerre soit la solution d'aucun problème quelconque. Pourquoi ? Parce qu'aujourd'hui la bombe a inversé les thèmes de cette conception. Aujourd'hui, la guerre est impossible ; donc la guerre c'est une utopie, et l'unique réalité c'est la paix. Nous sommes acculés à la paix, et si nous sommes acculés à la paix, on va penser d'une façon différente, je reviens à ce que j'ai dit au commencement, on va essayer de résoudre les problèmes de ces pays, parce qu'il n'y a pas d'autre remède : il faut les résoudre, sinon nous sommes perdus. Mais on ne pourra les résoudre qu'en changeant bien des choses et j'en reviens à cet aspect pour finir avec la troisième question. On me demande :

« Pensez-vous que la limitation des naissances est une condition indispensable au développement économique et à l'élévation du niveau de vie ? Souscrivez-vous aux conclusions pessimistes concernant les pays sous-développés d'experts comme René Dumont, qui semblent revenir actuellement à un certain malthusianisme ?

C'est un problème très complexe, qui, je l'ai dit, mériterait un cours, et je le ferai d'ailleurs à l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique latine, mais pas aujourd'hui, pas ce soir. Ce que je peux vous dire, c'est que la limitation des naissances, à mon avis, n'est pas du tout une condition nécessaire et moins encore suffisante. Pourquoi n'est-ce pas nécessaire ? Parce que le contrôle des naissances s'appuie sur une fausse idée, l'idée qu'il y a trop de gens sur terre. On parle beaucoup de surpopulation. Est-ce que l'un de vous peut me dire ce qu'est la surpopulation en chiffres ? La notion de surpopulation est une notion relative : trois personnes au milieu du désert, vont mourir toutes les trois de faim et de soif, c'est donc une surpopulation, mais si vous irriguez le désert, trois mille ne seront pas suffisantes, c'est une surpopulation, vous voyez donc que c'est très relatif. En réalité, l'optimum de population dépend des structures économiques et sociales. Il y a des régions du monde où il y a trop de gens par rapport aux possibilités économiques réelles de la région, mais on pourra les développer, on ne pourra donc pas parler de surpopulation réelle. Le deuxième argument qu'on utilise, c'est de dire, que la faim existe, parce qu'on se reproduit d'une manière non contrôlée, totalement absurde, en Chine par exemple, ou dans l'Inde. On dit que le sport des Indiens c'est le sexe. Qu'est-ce qu'ils voudraient les riches, des tennis ? Ils n'ont pas de champs pour cultiver le riz et ils vont utiliser une partie des champs pour faire des terrains de tennis ? C'est impossible, les lits sont beaucoup plus petits et plus économiques, d'ailleurs il y a un proverbe de mon pays qui dit : « La table du pauvre est maigre, mais le lit de la misère est fécond », c'est vrai, c'est la compensation. Ils ne peuvent pas avoir la satisfaction de manger, ils ont la satisfaction de se reproduire, mais vouloir interdire les deux me semble criminel. Voilà pourquoi je suis contre le contrôle des naissances. Je suis contre aussi parce qu'il n'est pas vrai que ce sont les pays les plus peuplés qui sont les pays affamés. Les deux pays du monde dont la population atteint le plus haut coefficient par rapport à la surface, sont la Belgique et la Hollande et il n'y a pas d'affamés. La Chine qui a toujours connu la Faim, a une population relativement quatre fois moindre que celle de la Belgique et de la Hollande. La Faim n'existe pas parce qu'il y a trop de gens, mais au contraire il existe trop de gens qui sont des affamés. Il y a tout un processus d'économie sociale et biologique qui fait que la Faim est un facteur d'augmentation de la fécondité et de la capacité de reproduction qui psychologiquement, physiologiquement détermine cela. Donc, pour lutter contre la Faim, il ne faut pas contrôler les naissances, mais si vous arrêtez la Faim, la condition humaine et l'espèce humaine vont rétablir naturellement leur métabolisme démographique, comme elles le font toujours. Troisièmement, il est idiot de dire qu'en l'an 2.000 on aura six milliards de gens ou douze ou vingt, peut-être qu'en l'an 2.000 il n'y aura personne sur la terre, parce que tout le monde sera mort à cause de la bombe atomique. Ce sont donc des spéculations. Commencer à interdire à des gens l'entrée dans la vie parce qu'on dit qu'on va avoir la Faim dans dix ou trente ans, c'est à mon avis une spéculation criminelle. On n'a pas le droit de dire cela, d'autant plus que l'on gaspille aujourd'hui 150 milliards de dollars par an pour acheter de la ferraille : ce sont les armes atomiques qu'on n'utilise pas. Les Etats-Unis qui ont parmi leurs excédents : du blé, du lait en poudre, du fromage et du beurre,

ont donc interdit la production de ces produits, parce qu'ils ne savaient quoi en faire, ils en ont trop et les affamés n'ont pas de pouvoir d'achat pour les acquérir. Alors ils ont créé la banque du sol pour payer les fermiers qui ne produisaient pas. Malheureusement, ils n'ont pas créé une autre banque dont je recommande la création, car ils ont un autre produit excédentaire, ils ont aujourd'hui 20.000 bombes atomiques et avec 2.000 ils détruiraient dans le monde. Ils ont un excédent de bombes atomiques et ils ne paient pas de banques pour encourager les industriels à ne pas fabriquer la bombe. Cette banque, pourtant je la recommande.

C'est parce qu'on dépense 140 milliards de dollars par an qu'il y a la Faim et le sous-développement. Je reviens à l'autre question : on ne pourra résoudre le problème du sous-développement que si on dispose de ressources qu'on n'a pas, car les pauvres pays riches ne peuvent pas lutter sur deux fronts. Ils sont sur le front de la guerre froide, ils ne peuvent pas être sur le front du développement. Ils ne peuvent rien donner parce qu'ils sont misérables, parce qu'ils sont en difficulté, ils sont forcés de dépenser 140 milliards de dollars avec cette histoire de la course aux armements. Comment vont-ils aider les autres pays ? Ils dispensent de l'aide sous toutes les formes, c'est un mot très vague, qui a les épaules très larges, parce que tous les investissements spéculatifs qu'on fait dans le Tiers-Monde, on les appelle « aide » ; ce qui donne des profits énormes pour les capitaux. Cela n'aide que les capitaux. Toutes ces formes d'investissements dans le monde actuel, dans les pays sous-développés, représentent 10 % des dépenses en armement. Donc, du moment qu'on dépense 140 milliards de dollars, part des grandes puissances, où trouver l'explication du sous-développement dans le monde occidental et de la crise agricole en Chine et en Union Soviétique ? Elle est là. Pourquoi ? Parce que ce sont les populations agricoles qui payent les armements. C'est le Tiers-Monde qui paye l'armement des Etats-Unis et de l'Union Soviétique. Dans le monde soviétique, c'est le monde agricole dans l'Occident, ce sont les pays que j'appelle les « colonies économiques », car, comme on ne paye pas le juste prix pour les produits de base et les matières premières, voilà d'où l'on sort les 140 milliards. Ils ne sortent ni du commerce qui est très prospère, encore moins de l'industrie qui est encore plus prospère. Donc, à l'échelon de l'économie mondiale, c'est le producteur de matières premières qui souffre dans sa chair pour payer les 140 milliards de dollars qui sont gaspillés en armements. On ne peut donc pas contrôler les gens et on n'a rien fait, tant qu'on fait pour s'armer des naissances, à mon avis, tant qu'on n'a pas tout fait pour nourrir dépenses qui sont à l'échelle de 140 milliards de dollars. Voilà pourquoi je crois que si j'invoquais Malthus, ce serait la même mystification qu'on a fait au temps où Malthus a construit sa théorie ; mais en ce temps-là c'était bien explicable car Malthus, je ne sais pas si vous l'avez noté, était un fonctionnaire qui travaillait à la Compagnie des Indes Orientales qui colonisait l'Inde.

SITUATION DES MOUVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES EN AMÉRIQUE LATINE

Pour compléter ces exposés, nous avons jugé utile de publier dans ce cahier le texte suivant, paru dans le numéro spécial (n° 100) d'Analyses et Documents (14 octobre 1965), qui dresse un tableau des forces révolutionnaires des pays latino-américains et actualise le débat.

Les combats des révolutionnaires contre l'ordre régnant sont quotidiens au Pérou, au Venezuela, en Bolivie, en Colombie. Pourtant il semble que les divers mouvements de libération marquent le pas en Amérique latine.

Chacun de ces mouvements demeure isolé, manque d'un soutien extérieur. Et la réconciliation américano-soviétique a désorganisé les communistes. Pendant ce temps, les bourgeoisies nationales pensent à élargir leur horizon, à créer un Marché commun, mais... demandait récemment Thomas Menn, que celui-ci n'entraîne pas la création de barrières douanières avec des pays tiers ! Car ce sont encore les Américains qui décident pour l'essentiel en Amérique latine. Ainsi on apprenait le 3 juillet 1965, en pleine crise dominicaine, que le **Salvador**, le **Honduras**, le **Nicaragua** et le **Guatemala** avaient pris l'initiative de former un bloc militaire, auquel pourrait se joindre **Costa Rica** et le **Panama**, bloc destiné à combattre « une éventuelle agression communiste en Amérique centrale ». Voici pour l'Amérique centrale.

Au même moment le **Brésil**, le seul pays à soutenir sans condition l'intervention des Etats-Unis à Saint-Domingue tente de mettre sur pied une forte armée collective permanente « contre certains mouvements subversifs inspirés directement de l'étranger ». Le général Da Silva, ministre brésilien de la Guerre, a rencontré son homologue argentin. Cette force de « sécurité collective », moins voyante qu'une force franchement nord-américaine et qui avait des droits d'intervention pratiquement illimités en Amérique latine, risque prochainement de voir le jour.

Le Brésil souffre d'une grave récession. Il vient de faire appel aux Etats-Unis (c'est le prix de la force Américaine d'Intervention...) pour « examiner les résultats de l'Alliance pour le Progrès » et renflouer le pays dont la politique économique est désastreuse : 50.000 nouveaux chômeurs à Sao Paulo, faillites dans les textiles et l'automobile.

Le gouvernement Branco a préparé les élections d'octobre 1965... en interdisant aux candidats les plus représentatifs de l'opposition de se présenter. Ainsi le maréchal Teixeira Lott ne

figurait pas sur les listes de l'Etat de Guanabara. Dans le Minas-Gerais, Paes de Almeida, ancien ministre de Kubitschek, a été également rayé des listes.

L'opposition, pendant que se consolide le pouvoir des putschistes, ne parvenait pas à trouver forme, pas plus chez les libéraux que chez les communistes des deux partis (luttons pour la démocratisation disent les uns, renversons le pouvoir actuel disent les autres...). Quant aux ligues paysannes, il semble qu'il n'en faille pas surestimer le rôle en raison du manque évident d'idéologie ou de stratégie dans les troupes de Juliao.

On votait, le 3 octobre, dans 11 des 22 Etats des Etats-Unis du Brésil. Malgré l'inorganisation des forces de gauche, les dix millions de votants se sont prononcés en faveur des candidats du centre gauche, tendance Goulart et Kubitschek. Celui-ci rentrait au Brésil le jour même du scrutin, sans que Branco ni même Lacerda tentent de l'arrêter. Ce sont justement des amis de Kubitschek qui l'ont emporté dans les principaux Etats, c'est-à-dire le Minas-Gerais et Guanabara, contre Pinto et Carlo Lacerda. Au lendemain des élections, l'armée et la droite anticommuniste qui avaient organisé le scrutin parce qu'elles pensaient l'emporter, se préparent à en saborder le résultat. Ainsi entre la dictature militaire et le réformisme, le Brésil fait l'expérience d'une hésitation désormais classique en Amérique latine.

Saint-Domingue. — Fin août, début septembre 1965, le calme est revenu à Saint-Domingue. Godoy, ancien ministre de Bosch, est le président provisoire de la République.

Le 6 septembre, il ordonnait la dissolution du camp du général Wessin qui prétendait que Saint-Domingue était livrée au « communisme international ». Les Américains avaient lâché le parti Wessin-Imbert progressivement. Un compromis était devenu possible. Pourtant d'inévitables désaccords s'étaient fait jour dans le parti caamaniste. En effet, communistes, militants du Mouvement Populaire (M.P.D.) et du 14 juin n'étaient pas d'accord sur la candidature Godoy. Ce dernier représente, en effet, le secteur de la bourgeoisie d'affaires de Santiago. Il a été choisi par les Américains pour cette raison et parce qu'il a été un de ceux qui leur ont fait comprendre que l'économie de l'île était au bord de la faillite. Les militants de gauche qui ont le plus contribué à la résistance du réduit constitutionnaliste craignent à bon droit que les futures élections ne soient qu'une farce.

Le **Pérou** est actuellement un autre point chaud dans la lutte révolutionnaire en Amérique latine. Bombardements et exécutions sommaires de membres supposés du M.I.R. se succèdent à un rythme accéléré depuis la fin juin. Le centre du pays est en pleine guerre. La ville de Satipo, située 500 kilomètres à l'est de Lima et que l'aviation a bombardée dernièrement, a été transformée en camp retranché par les guérilleros. Les parachutistes aident à cette répression massive. Les étudiants de Lima ont fait une grève de solidarité, le 25 août. Les guérilleros du M.I.R. (né d'une scission de l'A.P.R.A. en 1959) n'ont pas encore le soutien du Front de Libération Nationale, ni des communistes qui envisagent de créer leurs propres foyers insurrectionnels. Cependant la répression gouvernementale ne semble pas en mesure de réduire actuellement les révolutionnaires.

Belaunde Terry affirmait voici quelques jours (le 5 octobre) qu'il n'y a au Pérou « qu'une cinquantaine de guérilleros véritablement communistes mais ils obtiennent beaucoup d'argent de Cuba ». Comme pour le Venezuela, le Pérou connaît l'ambiguïté et l'échec d'un semblant de réforme agraire à laquelle les forces de gauche les plus lucides ne se laissent pas prendre. Comme au Venezuela encore, les révolutionnaires ne parviennent pas à mettre sérieusement en danger le gouvernement en place et un problème se pose : que feront les révolutionnaires si Cuba doit, pour sauvegarder sa propre révolution, suivre une politique de coexistence pacifique avec les Etats-Unis, politique qui malgré les activités nouvelles de Che Guevara, semble se dessiner fermement à La Havane ?

La **Colombie** voit elle aussi la réaction s'abattre sur les acquisitions de la gauche active : les républiques indépendantes d'El Pato et de Marquetalia organisent leur autodéfense contre les nombreuses attaques répressives « paysans le jour, soldats la nuit » ils ont adopté la tactique du repli pour n'être pas détruits par une puissance de feu supérieure.

En **Bolivie**, l'état de siège a été décrété le 19 septembre à la suite de combats à la mine d'étain *Siglo Veinte*. La lutte reprend après la grève et les massacres de mai 1965.

Au **Guatemala**, le mouvement insurrectionnel de Yon Sosa groupe plusieurs centaines de guérilleros autour de la vallée du Motagua. Mais son influence sur les Indiens Mayas semble encore très faible.

Le **Venezuela**, où la gauche lutte par les armes depuis plus de quatre ans, ne semble pas près lui non plus de basculer dans le camp socialiste. Les paysans y demeurent mal encadrés, moins bien qu'en Colombie qui a un long passé de luttes et même qu'au Pérou. Les combattants du F.A.L.N. (communistes et gauche révolutionnaire) ont dû repousser dans le futur leur attaque décisive contre Caracas. Ils semblent être passés de l'offensive à la défensive.

En **Equateur**, l'activité révolutionnaire qui se bornait à quelques attentats (1^{er} août contre l'ambassade américaine) a fait place à une agitation plus soutenue qui s'est développée dans la ville de Guayaquil où des grèves et des émeutes ont eu lieu fin août, après que la loi martiale de juillet ait été levée : des manifestations contre la junte avaient commencé le 9 juillet.

Au **Mexique**, « des guérilleros opèrent dans l'Etat de Jalisco au centre du pays, dirigés par des communistes », informait le journal « Excelsior » de Mexico, au mois d'août.

En **Uruguay** comme au **Chili**, on ne connaît pas d'activités militaires de la gauche. La Chambre chilienne a adopté un projet visant à la nationalisation de l'électricité au détriment de la compagnie américaine, South America Foreign Power, puis un projet sur l'association de l'Etat avec les compagnies cuprifères américaines qui exploitent 90 % du minerai. Frei, le président, tente de réaliser son expérience réformiste.

Le Chili est à cet égard en train de vivre une expérience-test. L'intervention américaine, le poids de l'armée « nationale », les intérêts des oligarchies ont toujours en Amérique latine empêché jusqu'à ce jour qu'une expérience réformiste se développe suffisamment avant pour qu'apparaissent des résultats positifs. L'ère de l'impossibilité du réformisme est-elle révolue en Amérique latine ? Il faudra, dans les mois qui viennent, observer les décisions de Frei et ses rapports avec sa droite pour apprendre s'il peut faire mieux que Bétancourt ou Belaunde Terry. Il est actuellement aidé dans son entreprise par le calme de l'extrême gauche (pas de guérilleros) comme de l'extrême droite (pas de menace militaire). Son expérience, si elle réussit, peut connaître un certain retentissement.

Au **Paraguay**, la dictature maintient en prison depuis des années les opposants et leur refuse les soins médicaux.

En **Argentine**, après la victoire péroniste de Posada le 16 août, les péronistes ne désespèrent pas de reprendre un jour le pouvoir et essaient d'élargir leur Comité directeur pour que l'union se fasse entre néo et anciens péronistes.

Le 6 octobre, « Le Monde » rapportait la déclaration d'un sénateur péroniste de la province de Salta. La voici : « Le péronisme n'est pas homogène. Il va des groupes nationalistes ultras de Tacuara au mouvement populaire d'Hector Villalon, admirateur de Mao Tsé-toung. » Péron, en juillet dernier, voulait unir toutes ces tendances dans un Comité coordinateur. Mais on peut se poser la question : amies un jour pour le retour du péronisme, ces forces ne se heurteront-elles pas dès le lendemain ? Actuellement on parle de coup d'Etat à Buenos Aires : dans la confusion qui menace, car Ilia jouit d'une autorité limitée, la droite anti-communiste craint les élections de 1967. Quant à la gauche, elle ne paraît pas sortie encore de l'ornière péroniste. Le centre gauche « réformiste » de Ilia actuellement au pouvoir s'avoue, d'ores et déjà, incapable de gouverner : certains radicaux seraient eux-mêmes favorables au coup d'Etat.

Que conclure après ce rapide survol ? D'abord, et essentiellement, la gauche révolutionnaire qui après Castro a découvert que la paysannerie était le fer de lance de la révolution, n'a pas réussi encore à l'encadrer, surtout dans les pays où dominent les Indiens des plateaux. Ensuite que les divers mouvements insurrectionnels ont des stratégies éparses. Enfin, que la gauche traditionnelle, d'obédience communiste ou non, a montré partout, au Brésil comme à Saint-Domingue ou en Argentine, qu'elle est dépassée, tandis que la domination impérialiste américaine, directement comme indirectement, risque d'épuiser des mouvements révolutionnaires isolés ou encore mal enracinés. La nouvelle loi américaine permettant des interventions sans recours à la Chambre a été votée à Washington.